

HX
269
C6

U.C.I.

A

0
0
0
8
1
2
7
0
6
0



ALLEN F. ASTORBI I WONDREH BRH ONS - 10

nia



LIBRARY

University of California

IRVINE





Digitized by the Internet Archive
in 2009 with funding from
University of Ottawa



HISTOIRE DES PARTIS SOCIALISTES EN FRANCE

publiée sous la direction de A. ZÉVAÈS

VI

Les Blanquistes

PAR

Charles DA COSTA



PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIÈRE et C^{ie}

31, Rue Jacob, 31

—
1912

HX
269
C6

TABLE DES MATIÈRES

Les Blanquistes contre l'Empire	3
Les Blanquistes au 4 Septembre et sous la Commune	32
Les Blanquistes à Londres	40
Le Comité Révolutionnaire central.....	55

LES BLANQUISTES

Les Blanquistes contre l'Empire

Les premières années du règne de Napoléon III lui avaient été favorables.

La campagne de Russie, finalement victorieuse, en 1855; le succès de l'Exposition Universelle, tenue au Palais de l'Industrie des Champs-Élysées (aujourd'hui disparu); la naissance en 1856 d'un prince héritier; l'attentat manqué d'Orsini en 1858; la rapide campagne d'Italie, tôt terminée par les batailles de Magenta et de Solférino, suivies du traité de paix de Villafranca : tout tendait à faire supposer la seconde monarchie napoléonienne établie au coup d'État de Décembre 1851, assez solidement assise pour que le gouvernement d'alors se décidât à se montrer magnanime en proclamant, le 15 août 1859, jour de la « Fête de l'Empereur », une amnistie qui rouvrait les portes de France aux déportés et aux proscrits du Coup d'État.

C'est à la suite de cette amnistie qu'un homme à qui l'on ne pensait plus guère, Auguste Blanqui, le vieux révolutionnaire, le vieux conspirateur du règne de Louis-Philippe et de la seconde République, qui était retenu prisonnier depuis dix années, fut encore une fois rendu provisoirement à la liberté.

Blanqui était resté jeune, malgré son âge et ses années de prison. Ayant passé la plus grande partie de sa vie dans les geôles et dans les cachettes, il était resté le conspirateur de 1830, sans avoir subi l'influence des événements économiques et sociaux qui avaient démodé ce genre de combat. Aussi son premier soin en rentrant à Paris va-t-il être d'y retrouver ses anciens compagnons des luttes ardentes de jadis, des anciens affiliés à la société secrète des Saisons, des fidèles de son club de 1848, *La Société Républicaine centrale*.

Malheureusement, c'est à peine s'il en retrouvera quelques-uns, et encore la plupart d'entre eux seront-ils déjà fatigués et vieillis. Ils lui suffiront néanmoins à former un noyau pour rallier tous les républicains de tempérament combatif, actuellement presque résignés ou découragés, ou silencieux, ou devenus timides, ou enfin irrités isolément.

Il faut avoir vécu à cette époque de dépression sociale, d'administration fantasque et d'arbitraire policier pour se faire une idée exacte de l'état d'esprit politique du Paris d'alors. On subissait encore la crainte endémique qui depuis le 2 Décembre verrouillait les portes, étriquait les gestes, obliquait les regards, bâillonnait les bouches. Si dans une assemblée quelqu'un osait émettre une opinion ou parler un peu haut, on s'écartait de lui comme d'un fou compromettant; on le soupçonnait d'être un agent provocateur. La méfiance était prudence nécessaire au spectacle, au restaurant, au café, au cabaret, à l'atelier; elle enveloppait toutes les classes de la société d'une atmosphère malsaine et froide; elle s'infiltrait jusque dans les familles.

Blanqui, persévérant et patient, reconforte les défaillants, réveille les assoupis, suscite des énergies nouvelles. L'intrépide combattant des régimes précédents, l'ardent et clairvoyant révolutionnaire de 1848 revoit son pays pressuré et opprimé comme avant 1830, comme avant 1848. La Révolution de Février 48 a été escamotée au profit de la bande Louis-Napoléonienne, comme l'avait été celle de Juillet 1830 au

profit de la famille d'Orléans. Les ouvriers sont désillusionnés, presque découragés; les jeunes gens de la bourgeoisie, à la sortie du collège, ne voient à leurs générosités libertaires de la vingtième année aucun horizon et prennent l'esprit boutiquier ou se laissent aller à la noce stupide qui fait les cœurs flétris et les cerveaux éteints.

Il faut donc reprendre la propagande souterraine, rechercher pour les rapprocher les hommes de toutes conditions et de tout âge que n'ont pas avilis les incessantes tracasseries du despotisme. Encore une fois saper le trône d'un tyran, libérer les cerveaux de l'influence abrutissante du cléricisme, arracher au capitalisme son masque de philanthropie, voilà l'œuvre à recommencer et c'est ce que va faire le vieux révolutionnaire, en employant quelques-uns des procédés du conspirateur d'autrefois.

Athéisme, Communisme, Révolution, forment la trilogie résumant l'œuvre à laquelle il va de nouveau se consacrer avec son intelligence et son dévouement habituels. Donc, « l'instruction au pas de charge » contre l'obscurantisme du cléricisme, de la religion, du spiritualisme, contre l'oppression de l'impérialisme, contre toute réaction et conséquemment contre le capitalisme. Il considérait justement toute réduction de misère comme une force nouvelle; mais avant tout il fallait ôter à l'humanité le bandeau qui l'aveuglait, qui l'empêchait de voir le but de toute libération individuelle et sociale, d'association universelle, de communisme.

C'était aux révolutionnaires qu'il appartenait de guider le peuple dans la voie du progrès nécessaire, d'accélérer sa marche par une action qui était directrice et révolutionnaire.

Les révolutions étaient les moments critiques de l'évolution cherchée; elles la poussaient en avant. « Certes, disait Blanqui, au lendemain d'une révolution, il n'y a pas de transformation subite. Hommes et choses sont les mêmes que la veille. Mais l'espoir et la crainte ont changé de camp, les chaînes sont tombées, l'horizon s'ouvre... »

L'œuvre de cette révolution qu'il rêvait, c'était la destruction des obstacles obstruant la voie ; son premier devoir était : « de désarmer la bourgeoisie, d'armer le prolétariat » de toutes les forces du pouvoir politique conquis, enlevé à l'ennemi.

A cet effet, les révolutionnaires devaient aller à l'assaut du pouvoir, y marcher par toutes ses avenues : agitation, action, parlement, etc. Et le jour de la victoire, ils savaient les résistances, les obstacles à briser et les réalisations possibles.

Aussi, pour lui, « les vrais socialistes sont les révolutionnaires ».

Ils ne s'enferment pas dans la « prison modèle » d'un dogmatisme quelconque. Ils ne sont entravés par aucun préjugé. Ils ne s'embarrassent ni de formules ni de formulaires. Ils agissent en toute liberté, en rapport avec les circonstances et pour en tirer parti ; ils ont conscience « qu'en faisant la besogne d'aujourd'hui ils préparent celle de demain et lui fourniront ses matériaux ».

Voilà ce qu'il faut bien faire comprendre à tous les gens de bonne volonté, en commençant avec la modeste élite qu'il a sous la main. Chacun se chargera par sa propagande de faire des prosélytes, et, lorsque leur nombre sera devenu suffisant pour la rendre nécessaire, Blanqui s'occupera de l'organisation.

En attendant, il faut ouvrir les rangs à toutes les bonnes volontés sincères, en se gardant d'éveiller les dissidences. Toute formule doctrinale est mauvaise qui spécialise et met en rivalité les propagandistes. Il ne faut pas perdre son temps et ses forces à se chamailler au sujet de l'organisation sociale d'après-demain.

Ces idées simplistes, les adeptes de Blanqui vont si bien les propager pendant les dix dernières années de l'Empire, qu'ils ne tarderont pas à faire de leurs prosélytes, dont le nombre ira chaque jour en augmentant, un véritable parti auquel les principaux lieutenants, sous l'inspiration de leur chef, qu'ils appellent respectueusement « le Vieux » finiront par donner

une force de cohésion et un esprit de discipline qui, durant trente ans, les placeront à l'avant-garde combattante des manifestations populaires.

Dès sa rentrée en France, Blanqui devait naturellement être l'objet d'une surveillance toute spéciale de la police impériale. Ses allées et venues, ses fréquentations de gens considérés comme *mal pensants* constituaient un délit à cette époque, et deux ans environ après son retour à Paris, il était de nouveau arrêté et poursuivi pour organisation de société secrète. Sous l'Empire, être inculpé d'un délit politique quelconque équivalait à être condamné. Les juges complaisants qui instruisaient l'affaire et ceux qui siégeaient au tribunal correctionnel avaient bientôt fait d'établir une soi-disant société secrète et cela leur était d'autant plus aisé qu'il s'agissait de Blanqui, généralement considéré comme un « cheval de retour de la politique ». Il fut donc, après avoir été jugé pour la forme, condamné par le tribunal correctionnel à quatre ans de prison, avec Senique, sculpteur, Caumette, compositeur d'imprimerie, Vosgien, cordonnier, Frémeaux, lithographe, et Mme Frémeaux.

C'est à la prison de Sainte-Pélagie, située rue de la Clef, près de la Pitié, que Blanqui et ses co-inceps vont être internés pour y subir leur peine. A cette époque, les condamnés politiques enfermés à Sainte-Pélagie jouissaient dans l'intérieur de la prison d'une liberté relative. Ils allaient librement d'une chambre à l'autre, avaient une cour réservée à leur usage et recevaient des visites de l'extérieur.

La même année il est rejoint par Emile Villeneuve, son ami, condamné pour outrage au clergé, par Vacherot, auteur de la *Démocratie*, par Catulle Mendès, condamné pour outrage littéraire à la morale publique. En 1862 arrivent Jules Miot, ancien représentant du Peuple, et toute une fournée d'ouvriers, forgerons, cordonniers, corroyeurs, etc., également condamnés pour participation à une société secrète. La même année arrivent Tridon, Taule, Germain Casse, condamnés

pour outrages à la morale publique et religieuse dans le journal le *Travail*, Scheurer-Kestner, pour manœuvres et intelligences à l'intérieur, Alfred Sirven, pour outrages à un culte reconnu, Sherer, du *Temps*, Vermorel, de la *Jeune France*, Eugène Pelletan, du *Courrier du Dimanche*, Laurent Pichat, du *Phare de la Loire*, pour excitation à la haine des citoyens les uns contre les autres. Un peu plus tard, en 1863 et 1864, arrivent Charles Longuet, poursuivi pour les *Ecoles de France*, puis Clemenceau, condamné pour « attroupement ».

On comprendra facilement que, parmi tous ces compagnons de prison, les plus jeunes se sentissent attirés vers Blanqui, le vieux républicain qu'ils considéraient avec son auréole de martyr, et c'était avec un véritable recueillement qu'ils l'écoutaient dans leurs fréquentes causeries sur la Révolution.

Parmi les plus enthousiastes était Gustave Tridon, qui venait de terminer ses études de droit et qui, à la suite de ses entretiens sympathiques avec Blanqui, va devenir son plus fervent disciple et son lieutenant.

Tous ces nouveaux venus recevaient régulièrement la visite d'amis, la plupart encore étudiants ou bien avocats stagiaires ou jeunes docteurs, auxquels les prisonniers communiquaient leurs impressions et dont ils faisaient le plus souvent des prosélytes.

En mars 1864, Blanqui tombe malade et est transporté à Necker, installé dans une chambre spéciale et gardé à vue par un agent de la sûreté. Ses jeunes amis ne l'oublient pas et il va reconnaître, parmi les carabins qui accompagnent aux visites journalières le docteur, les figures sympathiques de jeunes gens qu'il a vus à Sainte-Pélagie comme visiteurs de ses compagnons. Le jeudi et le dimanche, il reçoit les visites d'amis sûrs qui lui indiquent ceux des étudiants, internes ou externes, qu'il peut considérer comme des amis, à savoir Paul Dubois, Lamblin, Léonce Levraud et quelques autres.

Son temps d'emprisonnement était sur le point de finir, mais il était à craindre que le gouvernement impérial, à l'expira-

tion de sa peine, au lieu de le mettre en liberté, ne décide de l'interner ou de le déporter, simplement en s'appuyant sur la loi de sûreté générale. Ses amis n'eurent donc pas grand mal à lui persuader qu'étant donné toutes les intelligences qu'on avait dans la place, une évasion bien combinée avait toutes chances de réussite. Un plan fut donc élaboré et l'évasion définitivement décidée et fixée au dimanche 27 août.

On s'arrêta de préférence au dimanche, l'affluence des visiteurs étant ce jour-là, plus considérable et rendant sa sortie plus facile au milieu de la foule. Il fallait pourtant changer sa physionomie. Léonce Levraud, qui avait ses entrées dans sa chambre en sa qualité d'étudiant en médecine, lui coupa la barbe et les cheveux, puis le rasa. On le coiffa ensuite d'une perruque blonde, si bien qu'il était méconnaissable et que ce fut sans aucune difficulté qu'il passa d'abord devant la chambre de l'agent préposé à sa garde, puis devant la loge du concierge, perdu grâce à sa petite taille au milieu de Ville-neuve, Casavan, Protot, Lamblin, les frères Levraud et quelques autres amis.

Pourtant, il était de toute importance que son absence ne fût constatée que le plus tard possible, sans quoi la préfecture de police, avertie aussitôt, eût mis tout en œuvre pour le reprendre et surveiller les départs des trains à toutes les gares, afin de l'empêcher de gagner la frontière. On avait donc pris toutes les précautions à cet égard. Blanqui avait adopté l'habitude de se trouver généralement absent au moment où la Sœur lui apportait son repas du soir, se promenant dans le couloir ou allant faire un tour de promenade au jardin. Les premières fois qu'on ne le trouva pas dans sa chambre on s'inquiéta de cette disparition, mais comme on le retrouva sans peine en train de se promener bien tranquillement, on finit bientôt par n'y plus prêter aucune attention, et ce ne fut que le lendemain que l'on constata son absence, c'est-à-dire lorsqu'il était déjà en sécurité à Bruxelles.

En effet, de Necker il s'en était allé attendre l'heure du

train de Bruxelles. Après une promenade, en flânant sur le boulevard de Strasbourg, en compagnie de Jaclard et de Levraud, il arriva à la gare du Nord juste quelques minutes avant le départ du train, reçut le billet, précédemment pris par un ami, dans une poignée de main, traversa la salle d'attente et monta dans le wagon qu'il ne quitta qu'une fois arrivé à destination.

Les visites des jeunes étudiants enthousiastes à Blanqui, tant à Sainte-Pélagie qu'à Necker, avait porté leurs fruits en provoquant ce qu'on a appelé à cette époque « le réveil de la jeunesse des Ecoles », et à la tête de toutes les manifestations auxquelles les différents événements du moment donnaient lieu, on retrouvait tous ces jeunes hommes dans la première fièvre de l'idée républicaine, sincèrement passionnés pour une juste rénovation sociale.

Ils saisissaient d'ailleurs toutes les occasions de manifester leur antipathie contre l'Empire et leurs sentiments républicains. Ils se trouvaient ainsi rassemblés presque chaque jour en face des forces de police chargées de les disperser. Un jour, ce sera l'ouverture du cours d'Ernest Renan au collège de France; une autre fois, le tapage fait au théâtre de l'Odéon à la représentation d'une pièce d'Edmond About, *Gactana*, que les étudiants vont faire tomber sous les sifflets parce que l'auteur est un des familiers de la princesse Mathilde, cousine de l'empereur.

Il n'existait encore aucun lien régulier entre eux; mais, le soir, après la fermeture des cours et le travail de préparation des examens, on se retrouvait au café et on arrivait à se connaître dans les conversations. Les sympathies naissaient de la similitude dans la manière de voir et, en somme, on finissait par se grouper sans avoir encore aucune organisation régulière.

De plus, le Quartier Latin avait, de temps à autre, ses journaux. Charles Longuet, que nous avons vu à Sainte-Pélagie, condamné pour les *Ecoles de France* (où avaient été

publiés les fameux *Propos de Labienus* de Rogeard), avait fondé un nouveau journal, la *Rive Gauche*, qui ne tarda pas à être supprimé, comme l'avaient été les *Ecoles de France*.

Les étudiants, disciples de Blanqui, devaient aussi avoir leur organe, inspiré et surveillé par le Maître. En mai 1865 parut donc le *Candide*, journal consacré à la critique religieuse et à l'exposé scientifique et philosophique. Le rédacteur en chef effectif était Gustave Tridon, ayant pour collaborateurs : P. Vaissier, E. Villeneuve, Baron de Ponnat, Louis Watteau, Losson, Viette, Sumino (D^r Onimus), et enfin Suzamel, pseudonyme sous lequel écrivait Blanqui. Le *Candide*, quoique très soigneusement écrit et fort intéressant, ne devait pas durer plus longtemps que ses prédécesseurs ; il fut supprimé après son huitième numéro, avec distribution de mois de prison et d'amendes, pour avoir traité de matières d'économie sociale sans cautionnement, comme l'exigeait alors la loi sur la presse, et pour délit d'outrages à un culte reconnu par l'Etat.

Ces journaux n'étaient répandus que dans un milieu spécial et restreint, mais il produisaient une impression profonde sur l'esprit de leurs jeunes lecteurs. Le soir, les articles étaient commentés, discutés et insensiblement, après ces discussions, ceux qui approuvaient les articles philosophiques de Suzamel — c'est-à-dire l'athéisme — et les études de Tridon sur certains personnages de la Révolution, finissaient par se connaître d'abord et cherchaient ensuite à connaître ceux qu'ils admiraient pour leur courage à affirmer publiquement de pareilles idées.

C'est ainsi que les premiers blanquistes à la tête desquels est Tridon verront venir à eux de jeunes recrues enthousiastes des doctrines qu'ils ont développées.

En octobre 1865 s'organise à Liège un Congrès international d'étudiants, auquel prennent part plusieurs des jeunes gens précédemment mentionnés, qui s'y rendent accompagnés par d'autres dont plusieurs ne tarderont pas à se joindre aux

disciples que Blanqui avait déjà su se faire à Sainte-Pélagie et à Necker.

Le Congrès de Liège se tint les 29, 30, 31 octobre et 1^{er} novembre. La commission d'organisation avait adressé des lettres d'invitation à quelques sommités des différents partis, Duruy, Guizot, Thiers, Dupanloup, Jules Simon, Victor Hugo, Littré, etc. Victor Hugo, Littré, Guizot et Jules Simon écrivirent pour s'excuser de ne pouvoir y prendre part, si bien que la réunion resta un Congrès exclusif d'étudiants parmi lesquels les délégués français devaient dès le début se faire particulièrement remarquer. Le jour de l'inauguration, on remarqua, en effet, que, dans le défilé des étudiants, marchant derrière leurs drapeaux nationaux, les délégués français avaient substitué un grand crêpe noir au drapeau tricolore. Aristide Rey, étudiant en médecine, qui le portait, le présenta à l'assemblée en disant que « venu de ce pays de France qui avait perdu sa liberté, il n'avait pas voulu emporter en Belgique son drapeau national ». Albert Regnard, également étudiant en médecine, parla dans le même sens, en félicitant les Belges de leurs libertés et en en déplorant l'absence en France.

Aux séances du Congrès, certains délégués français se firent encore remarquer par la netteté de leurs déclarations franchement athéistes ou matérialistes et leurs professions de foi républicaines et sociales, notamment Aristide Rey, Albert Regnard, Lafargue, Bigourdan, Jaclard, étudiants en médecine, et Germain Casse et Losson, étudiants en droit.

Naturellement, les journaux de l'époque avaient relevé et commenté de diverses façons et l'incident du drapeau de la première journée et la teneur des discours prononcés aux séances du Congrès; nous verrons bientôt les conséquences que cela devait avoir.

Nous devons auparavant faire observer qu'au retour, ceux des étudiants qui avaient déjà eu l'occasion de voir Blanqui à Paris, ne manquèrent pas à leur passage à Bruxelles d'aller

faire leur respectueuse visite au « vieux », et d'autre part, Tridon, qui était venu à Liège, profita de l'occasion pour lui présenter ceux de ses amis qui ne le connaissaient pas encore, entre autres Regnard et Lafargue.

A la rentrée des Chambres, Dupanloup, évêque d'Orléans et sénateur, qui faisait partie du Conseil académique, crut devoir dénoncer devant le Sénat les doctrines matérialistes et les théories révolutionnaires professées par des étudiants français au Congrès de Liège et sommer Duruy, alors ministre de l'Instruction Publique, de prendre des mesures disciplinaires contre ceux qui avaient osé émettre de pareilles opinions.

Le Conseil académique fut convoqué et prononça l'exclusion temporaire de l'Université de France des principaux coupables, à savoir : Aristide Rey, Albert Regnard, Lafargue, Bigourdan, Jaclard, étudiants en médecine, et Germain Casse et Losson, étudiants en droit.

Une pareille décision devait naturellement provoquer une profonde émotion dans le monde des écoles, et pendant plusieurs semaines tout le quartier latin fut en pleine effervescence. Matin et soir, des réunions étaient improvisées dans la cour et les amphithéâtres des écoles, ainsi que dans les cafés d'étudiants. Des listes de protestation étaient mises en circulation dans tout le quartier et se couvraient de signatures. Il fut en outre décidé que les étudiants ne laisseraient se faire aucun cours tant que les mesures prises contre leurs camarades n'auraient pas été rapportées. A chaque cours, aussi bien à l'Ecole de Droit qu'à l'Ecole de Médecine, lorsque le professeur se présentait pour faire sa leçon, on commençait par l'accueillir avec des applaudissements, puis un étudiant lui déclarait que la manifestation n'avait absolument rien de personnel contre lui, qu'elle était uniquement à l'adresse du Conseil académique, mais que les élèves étaient décidés à n'accepter aucun cours tant que leurs camarades

frappés disciplinairement n'auraient pas obtenu leur réintégration dans l'Université.

Cette agitation dura plusieurs semaines, puis finit par s'apaiser comme toutes les manifestations du Quartier Latin. Elle eut pourtant pour conséquence, principalement pour les jeunes étudiants tout récemment sortis du lycée, de faire remettre à l'ordre du jour les théories athéistes et révolutionnaires du Congrès de Liège, de sorte qu'en somme le Congrès se continua pendant assez longtemps le soir dans les cafés. Les anciens se chargeaient de styler les plus jeunes, amenant à eux les plus sympathiques et ne tardaient pas à faire ainsi un assez grand nombre de nouveaux adeptes, si bien qu'à cette époque on pouvait compter, rien que dans la jeunesse des écoles, sur un assez bon nombre de jeunes gens convaincus tout prêts à marcher au premier signal.

D'autre part, Blanqui et ses premiers disciples avaient entrepris avec succès un travail de propagande analogue « dans le faubourg », c'est-à-dire dans la classe ouvrière. Les quelques vieux ouvriers de 48, restés fidèles, avaient de leur côté fait des prosélytes, et dans ce monde de prolétaires ils avaient également réussi à former un groupement, restreint peut-être, mais sur lequel on pouvait également compter.

Concurremment au mouvement politique s'effectuait un mouvement en faveur de la libre-pensée, principalement mené par Regnard et Eudes, un nouveau venu. Plusieurs sociétés s'étaient formées pour l'organisation des enterrements civils et comme, à chaque décès d'un membre adhérent, la société ne manquait pas de prévenir tous ceux que l'on supposait être anticléricaux, aussi bien dans le monde des étudiants que dans le monde des ouvriers, les enterrements civils devinrent bien vite des occasions de rendez-vous, auxquels étudiants et ouvriers se rencontraient et commençaient à se connaître. Après les discours, on se réunissait, suivant la coutume d'alors, dans un établissement voisin du cimetière, et à la collation d'usage on fraternisait, on échangeait les adresses et

l'on s'invitait mutuellement. Du reste, les lieutenants de Blanqui, qui connaissaient déjà des ouvriers, leur présentaient les nouveaux venus et finalement on se quittait tous comme de bons camarades en se promettant de se revoir bientôt. Ainsi s'effectua cette franche union des ouvriers et des étudiants que Blanqui désirait tant et qui produisit les meilleurs résultats, grâce à l'entière sincérité avec laquelle elle était acceptée de part et d'autre.

Certains jours de la semaine, principalement les samedis ou les lundis, les ouvriers venaient au « Quartier » voir leurs amis à la « Serpente », brasserie située au coin de la rue Hautefeuille et de la rue Serpente, et à leur tour les étudiants se rendaient au « faubourg » pour y voir les copains. Dans ces amicales rencontres, tout le monde se sentait à l'aise et l'égalité s'y était installée tout naturellement, sans demander aucune espèce d'effort à personne. La déprimante envie du mal vêtu vis-à-vis du jeune « monsieur », le dédain du bachelier à l'égard du travailleur demeuré rustre étaient des sentiments inconnus chez les blanquistes. Le tutoiement affectueux s'était établi entre eux, sans pose, de la façon la plus naturelle, comme il s'établit au collège et au régiment. L'idéal communiste égalitaire qui dominait chez eux, les risques courus ensemble, coude à coude, façonnaient les uns et les autres à la camaraderie simple, sans pose intellectuelle ni populaire. Certaines de ces franches camaraderies se sont même développées en amitiés profondes dont quelques-unes subsistent encore parmi les rares survivants de cette époque déjà lointaine. Dans ces groupements, l'idée de la différence des classes ne venait à personne, et à ce point de vue, on ne faisait pas plus de différence entre un étudiant et un corroyeur qu'on en aurait pu faire entre un ébéniste et un menuisier. Ce n'est que plus tard que l'on songera à contester la sincérité des convictions de ceux à qui l'on pourra faire le grand reproche de n'avoir pas les mains calleuses.

En janvier 1865, quelques étudiants accompagnés d'amis

ouvriers voulurent tenter un mouvement dans lequel ils espéraient entraîner une partie de la population ouvrière, en allant dans la soirée du 21 janvier chanter la *Marseillaise* dans la rue des Amandiers. C'était encore trop tôt et la tentative échoua complètement. Elle eut cependant, d'une façon bien indirecte, des conséquences que certainement leurs auteurs n'avaient pas prévues. Voici comment : Granger et Brideau, tous deux étudiants en droit, déjà en relations avec Tridon et d'autres blanquistes, qui avaient suivi et approuvé les manifestants du Congrès de Liège, mais qui n'avaient pas encouru les rigueurs du Conseil académique, parce qu'ils ne s'y étaient pas particulièrement signalés, furent condamnés à six mois de prison à la suite de cette échauffourée. Ils subissaient leur peine à Sainte-Pélagie, quand, un beau jour, ils furent surpris de recevoir la visite d'un jeune potache, qu'au premier abord ils ne reconnurent pas. C'était Raoul Rigault, le futur membre de la Commune.

Rigault était alors interne au lycée Saint-Louis, élève en mathématiques spéciales. Ayant lu dans les journaux l'affaire de la rue des Amandiers et la condamnation de Granger et de Brideau, dont — avant d'être à Saint-Louis — il avait été le condisciple au lycée de Versailles, il avait profité de sa sortie du dimanche pour venir, en tenue de collégien, les féliciter de leur manifestation et les assurer de sa sympathie politique. La reconnaissance des anciens camarades ne s'arrêta pas là et ils les revit à leur sortie de prison, ce qui lui permit de leur présenter toute une fournée de jeunes gens nouvellement arrivés du lycée dans le Quartier Latin, anciens lecteurs enthousiastes de la *Rive Gauche* et du *Candide* et qu'il savait remplis de sympathie pour tout mouvement républicain et social. Parmi eux se trouvaient Kellermann, Alphonse Humbert, Breuillé, Jeunesse, Charles Da Costa, Lavallée et d'autres que l'on retrouvera dans la plupart des manifestations des dernières années de l'Empire et encore après. Granger et Brideau, à leur tour, présenteront un peu

plus tard tous ces nouveaux venus à Tridon, lorsqu'on lui offrira un banquet à la Tête Noire de Bellevue, à sa sortie de Sainte-Pélagie, quand il aura terminé les mois de prison que lui avaient valus ses articles publiés dans le *Candide*.

A partir de ce moment, on peut dire qu'il existe un parti blanquiste, ou tout au moins une agglomération de partisans convaincus et dévoués assez importante pour qu'il devienne nécessaire de l'organiser afin de pouvoir l'utiliser avec succès à un moment donné. Tenu régulièrement au courant des nouvelles adhésions, Blanqui, en communication constante avec ses principaux lieutenants, Tridon, Villeneuve et Jaclard, commandera et dirigera de Bruxelles cette vaillante petite armée dont, il en est certain, les soldats seront toujours prêts à se conformer aux ordres du chef, aussitôt que ses lieutenants les leur auront transmis.

A cette époque, en 1865, les questions ouvrières venaient souvent à l'ordre du jour et certains multipliaient leurs efforts pour la création de sociétés coopératives. A la tête de ce mouvement ouvrier, favorisé, dit-on, par le Palais-Royal, c'est-à-dire par le Prince Napoléon, cousin de l'empereur, se trouvaient Tolain, Fribourg, Perrachon et quelques autres, se targuant bien haut de leur qualité d'ouvriers, bien qu'ils eussent, depuis déjà pas mal de temps, beaucoup négligé l'emploi de l'outil. Ils faisaient une active propagande dans les milieux ouvriers et les meneurs ainsi que les hauts personnages qui les soutenaient, espéraient séduire le prolétariat parisien avec ce semblant de socialisme peu dangereux. Un Congrès de l'Internationale, qui avait été fondée à Londres en 1864, devant se tenir à Genève fut décidé pour septembre 1866. Il fut convenu que des blanquistes s'y rendraient avec la mission de dénoncer cette atténuation du socialisme et d'empêcher la majorité des ouvriers de donner dans le panneau. On désigna pour cette besogne Protot, avocat, Jeunesse, étudiant en droit, Calavaz, étudiant en droit, Alphonse Humbert, employé à

l'usine Raspail, Jeannon, tailleur, Lalourcey, ouvrier menuisier, et Subit, découpeur en bois.

Tridon se rendit également à Genève; mais, au dernier moment, il apporta l'ordre de Blanqui de s'abstenir de prendre part au Congrès. Protot et Alphonse Humbert protestèrent violemment contre cette décision de la dernière heure, que, suivant eux, rien ne justifiait, et, déclarant en outre qu'ils avaient contracté des engagements à Paris envers un certain nombre de citoyens qui les avaient choisis comme délégués pour les représenter au Congrès de Genève, ils résolurent de s'y rendre quand même et d'y prendre une part active.

Les séances du Congrès de Genève, on le sait, furent très mouvementées; on y échangea des injures et même des coups.

Les résultats de ces réunions ne présentent pas un très grand intérêt en ce qui concerne l'histoire du socialisme révolutionnaire proprement dit; mais le Congrès eut quand même son importance au point de vue qui nous occupe en ce moment. C'était, en effet, la première fois que des adeptes de Blanqui avaient non seulement discuté un ordre du chef, mais encore lui avaient manifestement désobéi. Un fait pareil devait naturellement causer une profonde émotion dans le milieu qu'il intéressait et dès le commencement de novembre, c'est-à-dire lorsque tous se retrouveront à Paris à l'occasion de la rentrée des écoles, il va devenir le sujet de conversations et de discussions assez vives.

On ne pouvait rien reprocher à Protot ni à ceux qui l'avaient suivi au point de vue des principes et ils avaient du reste été assez malmenés par ceux qu'ils étaient venus attaquer. Le seul fait grave relevé contre lui, c'était d'avoir manqué à la discipline et cela, prétendaient ses accusateurs, dans un but d'ambition, en ayant voulu se poser en champion des intérêts de la classe ouvrière. Il fut donc décidé de convoquer les adhérents blanquistes à une réunion dans laquelle on exposerait nettement les faits et où, après avoir entendu les explications des uns et des autres, on prendrait telles décisions qui seraient

jugées nécessaires. Divers endroits avaient d'abord été mis en avant comme lieu de la réunion, mais abandonnés successivement par mesure de prudence, et finalement le rendez-vous fut fixé pour le 7 novembre au Café de la Renaissance, situé 1, boulevard Saint-Michel. Cet établissement était un café ordinaire du quartier latin, fréquenté principalement par des étudiants, et, si on l'avait choisi de préférence à la Brasserie Serpente, située au coin de la rue Hautefeuille, où l'on avait coutume de se rencontrer régulièrement, c'est pour cette raison qu'il y avait à craindre qu'une affluence plus considérable que d'ordinaire d'étudiants et d'ouvriers à la « Serpente » n'éveillât les soupçons de la police. De plus, le Café de la Renaissance avait au premier étage une salle assez spacieuse pour que l'on puisse s'y réunir en nombre suffisant.

Les convocations avaient été faites avec la prudence habituelle, c'est-à-dire verbalement, les plus proches ayant été informés les premiers, avec charge de prévenir les camarades plus éloignés, spécialement les ouvriers demeurant pour la plupart soit dans le faubourg Saint-Antoine, soit dans divers points de la périphérie. Comme toujours, la chose fut discrètement et régulièrement faite et tous les convoqués arrivèrent, soit isolément, soit par petits groupes, au rendez-vous à l'heure convenue. Il faut pourtant noter qu'à cette réunion on remarquera l'absence de plusieurs blanquistes militants, notamment Jaclard, Granger, Brideau, Germain Casse et quelques autres; cela pour cette raison que la date du 7 novembre était quelque peu prématurée et que bon nombre d'étudiants n'étaient pas encore revenus de leurs vacances.

Les débuts de la séance furent présidés par Villeneuve; mais celui-ci, ayant dû, pour des motifs d'ordre privé, s'absenter, fut remplacé par un journaliste, Marchais de Laberge. Ce fut à cette circonstance que Villeneuve dut de ne pas être arrêté avec les autres; il ne fut, d'ailleurs, pas inquiété par la suite. Par contre, son jeune frère Henri, resté jusqu'à la fin, fut pris avec les autres.

La séance fut quelque peu orageuse; Tridon et Edmond Levraud se montrèrent les plus acharnés contre Protot et Alphonse Humbert, mais principalement contre Protot, que l'on considérait comme plus particulièrement responsable. La plupart des autres assistants, surtout les plus jeunes, ouvriers et étudiants, semblaient déplorer, ce qu'ils considéraient comme un malentendu, d'autant plus que, ainsi que nous le faisons observer plus haut, on ne reprochait rien à Protot, quant aux idées qu'il avait défendues au Congrès. Au fond, la majorité des assistants souhaitait une réconciliation, car Tridon et Protot, entre qui la dispute semblait circonscrite, étaient également estimés. Tridon cependant se montra intransigeant et déclara nettement que désormais quiconque « serrait la main de Protot, devait renoncer à serrer la sienne ».

A ce moment, deux ou trois assistants qui avaient essayé, avec d'autres, de sortir du café pour se rendre au bureau de tabac adjacent, revinrent en annonçant qu'ils avaient été refoulés par la police dans le café qui était cerné de toutes parts. Cependant, certains d'entre eux avaient réussi à s'esquiver dans cette sortie, notamment Protot, qui avait été le prétexte de la réunion. Au même instant eut lieu l'irruption dans la salle de Hubot, commissaire de police de la rue des Noyers (aujourd'hui boulevard Saint-Germain) qui, accompagné de Lagrange et de Clément, commissaire et officier de paix de la police politique d'alors, et d'une foule d'agents, prononça le sacramentel: « Je vous arrête, au nom de la loi! »

La police avait fait évacuer le café à tous les consommateurs du rez-de-chaussée et des salles autres que celle où se tenait la réunion; puis, ayant installé un bureau provisoire dans la salle de billard voisine, Hubot, Lagrange et Clément prirent les noms et adresses des gens arrêtés. On fit ensuite descendre les prisonniers sur le boulevard, où les attendait une haie de sergents de ville et de gardes municipaux, et toute la troupe s'achemina par le pont Saint-Michel et le quai de l'Horloge, vers la préfecture de police, dont la principale en-

trée était alors place Dauphine, à l'endroit où se trouve actuellement la nouvelle entrée du Palais de Justice.

Il était alors environ une heure du matin et naturellement il s'était formé des attroupements autour de ce déploiement inusité de forces policières. La foule des curieux fut quelque peu intriguée en voyant sortir du café des étudiants dont ils connaissaient au moins de vue la plupart, bras dessus, bras dessous avec des ouvriers auxquels ils causaient familièrement, d'autant plus qu'à cette époque la mise de l'ouvrier était beaucoup plus reconnaissable qu'aujourd'hui, puisqu'il portait la blouse bleue ou blanche, même le dimanche et les jours de sortie. Les mouchards de service dans la foule expliquèrent la chose en racontant qu'il s'agissait d'une arrestation en masse pour affaire de jeu, les gens arrêtés ayant fait un tripot d'une des salles du café.

Tous les commissaires de police avaient été convoqués à la préfecture et ils se partagèrent les délinquants par quartiers, afin d'aller faire chez eux les perquisitions d'usage.

Le nombre des arrestations s'élevait à 41. En voici la liste :

Badet, ébéniste ; Bataille, étudiant en médecine ; Bazin, ouvrier fondeur ; Boetzel, journaliste ; E. Boetzel, employé de commerce ; Boir, argenteur ; Breuillé, étudiant ; Calavaz, étudiant en droit ; Chouteau, peintre-vitrier ; Ch. Da Costa, étudiant en droit ; Paul Dubois, étudiant en médecine ; Genton, ébéniste ; Louis Guyon, employé de commerce ; Alphonse Humbert, employé à l'usine Raspail ; Jeannon, tailleur ; Jeunesse, étudiant en droit ; Kellermann, rentier ; Marchais de Laberge, journaliste ; Lalourcey, menuisier ; Lamblin, étudiant en médecine ; Landouski, commis en librairie ; Largilière, maître menuisier ; Laugier, étudiant en médecine ; Lavallée, étudiant en médecine ; Edmond Levraud, représentant de commerce ; Léonce Levraud, étudiant en médecine ; Marchadier, ébéniste ; Meunier, marchand mercier ; Meyer, fondeur ; Plessis, ébéniste ; Richer, apprêteur en châles ; Raoul Rigaut, étudiant ; Roux, étudiant en droit ; Stévenin, ferblantier ; Sornet, em-

ployé; Subit, découpeur en bois; Tardy, doreur; Gustave Tridon, avocat à la Cour; Vayssier, ex-gérant du *Candida*; Alfred Verlière, homme de lettres; Henri Villeneuve, élève à l'Ecole Centrale.

A leur première comparution devant le juge d'instruction, les prisonniers furent seulement inculpés de réunion illicite et ce n'est que plus tard que le parquet trouva préférable de les inculper de société secrète. Dans le cours de l'instruction, la moitié environ des individus arrêtés bénéficièrent d'ordonnances de non-lieu, tandis que Calavaz, Paul Dubois, Genton, Alphonse Humbert, Jeannon, Jeunesse, Lalourcey, Landowski, Largilière, Edmond Levraud, Léonce Levraud, Marchadier, Meunier, Richer, Sornet, Tridon, Vayssier et Henri Villeneuve étaient renvoyés devant la 6^e chambre du tribunal correctionnel, sous la prévention de société secrète. Protot, bien que pas arrêté, sera néanmoins assigné et condamné par défaut. La 6^e chambre du tribunal civil avait alors la spécialité des délits de presse et des délits politiques. Elle était présidée par Delesvaux, ancien commissaire de police, entré dans la magistrature après le coup d'Etat de décembre 51, prêt à subir toutes les injonctions du Parquet et qui acquit une certaine notoriété de complaisance envers le pouvoir et de grossièreté envers les accusés pendant la durée de ses fonctions, qu'il exerça jusqu'au 4 septembre 1870.

Les débats indiquèrent manifestement que ce n'était là qu'un procès de tendances, car, pour établir la société prétendue *secrète*, le substitut du procureur impérial invoqua particulièrement la réunion tenue dans un café ouvert à tout venant, et le banquet offert à Tridon à la « Tête Noire » de Bellevue, lequel banquet, comme le temps et la saison étaient favorables, avait eu lieu en plein air!

Il va sans dire que pendant la prévention l'on avait trouvé le moyen de correspondre et de se concerter. Il fut convenu que l'on choisirait comme défenseur collectif, Paul Janson, jeune avocat du barreau de Bruxelles, dont on avait fait la

connaissance au Congrès de Liège. Il ne s'agissait pas, en effet, de discuter les faits articulés par l'accusation, mais de profiter du procès pour faire une déclaration de principes bien catégorique, et l'on savait pouvoir compter sur Janson pour cette besogne. Pourtant, comme aucun avocat étranger au ressort du tribunal ne peut plaider devant ce tribunal sans l'autorisation spéciale du président, Delesvaux s'empressa de la refuser à Janson. On s'y attendait et le premier jour du procès, la moitié des inculpés, y compris Tridon et Levraud, déclarèrent que, ne pouvant avoir l'avocat de leur choix, ils ne se défendraient pas et feraient défaut. Les autres acceptant les débats, le procès eut lieu quand même, la plupart des inculpés refusant de se défendre ou d'être défendus par un autre que celui qu'ils avaient choisi, M^e Janson, du barreau de Bruxelles. Seul Paul Dubois avait accepté d'être défendu par Emmanuel Arago. Le procès fut véritablement piteux pour le ministère public, qui ne pouvait absolument rien trouver pour établir la prévention. Faute de preuves à donner, le parquet avait eu recours à un expédient, en assignant quelques-uns des inculpés renvoyés, en non-lieu, à savoir Kellermann, Charles Da Costa, Guyon et Roux. En les appelant, on les mettait dans cette alternative ou de devenir des témoins à charge contre leurs amis ou d'être poursuivis pour faux témoignage. Ce plan devait échouer. Aussitôt leur assignation reçue, les destinataires en avaient fait part aux amis, et à une réunion qui fut tenue la veille au soir de la journée d'ouverture du procès, dans le domicile de Tridon, rue Casimir-Delavigne, réunion à laquelle assistaient, avec Paul Janson, Jaclard, qui n'était pas incriminé, et Emile Villeneuve, qui n'avait pas été arrêté, il fut décidé, sur l'avis des anciens, c'est-à-dire Janson, Villeneuve et Jaclard, que les témoins assignés se rendraient au tribunal, répondraient à l'appel de leur nom, mais refuseraient formellement de prêter le serment préalable, lequel se faisait alors en jurant sur la divinité, représentée par un Christ, appendu au fond de toutes les salles du

tribunal. Il fut fait comme convenu, les témoins refusèrent de prêter serment malgré les insistances réitérées de Delesvaux et furent condamnés de ce chef pour « refus de serment » que, sur les conclusions du substitut du procureur impérial, le tribunal avait assimilé au défaut de comparution, à une amende de cent francs, mais on ne put obtenir leur déposition. Seul, Roux, un étudiant en droit, qui occupait en même temps un emploi dans l'inspection de la navigation de la Seine, dépendant de la préfecture de police, s'était soumis à la formalité du serment et avait déclaré qu'en allant au café de la Renaissance, il n'ignorait pas se rendre à une réunion politique. Cet incident d'audience avait néanmoins rompu la monotonie des débats. Ils se continuèrent le lendemain et jours suivants sans rien apporter de nature à justifier ou même expliquer la poursuite, ce qui n'empêcha pas le tribunal de prononcer les condamnations suivantes :

Protot, 15 mois de prison et 100 francs d'amende; Tridon, 15 mois de prison et 100 francs d'amende; Largilière, 6 mois de prison et 100 francs d'amende; Edmond Levraud, 15 mois de prison et 100 francs d'amende; Callavaz, 6 mois de prison et 100 francs d'amende; Bazin, 6 mois de prison et 100 francs d'amende; Meunier, 6 mois de prison et 100 francs d'amende; Genton, 1 an de prison et 100 francs d'amende; Marchadier, 1 an de prison et 100 francs d'amende; Jeunesse, 3 mois de prison et 500 francs d'amende; Henri Villeneuve, 6 mois de prison et 100 francs d'amende; Léonce Levraud, 1 an de prison et 100 francs d'amende; Landowski, Jeannon, Sornet, Subit, Paul Dubois, Alphonse Humbert, Richer et Stévenin, chacun à 3 mois de prison.

Quinze jours après, lorsque les prévenus qui avaient fait défaut revinrent devant le tribunal, Tridon présenta non pas une véritable défense, mais une déclaration de principes dans laquelle il faisait une allusion peu déguisée à Protot, en dénonçant l'ambition de certains. Le *Phare de la Loire*, qui avait pour correspondant parisien le baron de Ponat, ami de Blanqui,

publia *in extenso* cette défense, mais plus tard, lorsque Protot, qui on le sait, n'avait pas été arrêté, vint se constituer prisonnier et passa devant la Cour; il présenta à son tour sa défense et protesta contre cette « accusation banale d'ambition déjà portée contre [lui] par certains de ceux qui [l']avaient précédé sur ces bancs ». Le *Phare de la Loire* crut devoir, par impartialité, publier également la défense de Protot.

Protot et Tridon se retrouvèrent donc ensemble à Sainte-Pélagie, mais la brouille était définitive entre eux. Le premier restait un peu isolé, car quelques-uns seulement osaient lui garder leur estime et leur amitié en dépit de l'abandon absolu rigoureusement ordonné par Tridon et les plus fougueux de ses amis. Cette séparation entre les deux adeptes, qui jusqu'au Congrès de Genève avaient toujours marché côte à côte durera toujours. Nous les retrouverons dans les rangs de la même armée durant les dernières luttes contre l'empire et pendant le siège, mais pas dans la même compagnie, et même à la Commune, dont ils seront tous les deux élus membres, ils siégeront dans la même assemblée comme s'ils ne s'étaient jamais connus. Aucune tentative de réconciliation ne sera faite d'un côté ou de l'autre par des amis communs, et désormais Protot ne sera plus mêlé directement à aucune des manifestations menées par les blanquistes.

En somme, le procès dit de la Renaissance, en dépit des condamnations qui en résultèrent, avait prouvé une chose, c'est qu'à cette époque il n'existait aucune société secrète dans le parti blanquiste. Cette affaire eut encore pour résultat immédiat, non seulement d'affermir tous les gens condamnés ou compromis dans leurs convictions républicaines et socialistes, mais encore de leur amener chaque jour de nouveaux adhérents. Le contingent ouvrier s'accroissait considérablement, tandis que les étudiants continuaient de plus belle leur propagande parmi leurs camarades du Quartier Latin. De plus, le mouvement en faveur de la libre-pensée s'accroissait, les en-

terrements civils devenaient plus fréquents et les assistants y étaient plus nombreux.

Le moment était donc venu pour Blanqui et ceux de ses lieutenants avec lesquels il était en relations constantes, soit par visites, soit par correspondances, de rechercher le moyen de donner une orientation et surtout une organisation aux divers éléments qu'ils avaient sous la main. Ils y arrivèrent en établissant, non pas une société secrète semblable à celles des régimes précédents, mais en créant un système de groupements qui, à un moment donné, pouvait rassembler tous les adhérents sur un même point, sans pour cela présenter les dangers qu'aurait offerts une société secrète proprement dite.

Leur société, telle qu'ils l'avaient organisée, était formée par des groupes de dix membres; les groupes ne se connaissaient pas entre eux, pour que, si la police réussissait à y glisser un mouchard, il ne pût trahir que dix individus. Chaque dizaine élisait un chef, qui était en rapport avec un membre de l'entourage immédiat de Blanqui. Ce chef recevait les ordres, et le jour où l'on passait la revue, il devait amener sa dizaine de soldats à l'endroit désigné, par exemple au coin d'une rue donnant sur les boulevards, que parfois Blanqui, lorsqu'il était à Paris, parcourait sans se faire reconnaître, examinant ainsi les divers groupes les uns après les autres.

Blanqui faisait, en effet, d'assez fréquentes visites à Paris; il y vivait sous le nom de M. Bernard, tantôt chez Eudes, au quartier Latin, tantôt aux Batignolles, chez le baron de Ponnat, dans une maison à double issue, pour pouvoir s'échapper en cas de surprise de la police. Bien qu'il fût tenu à être toujours sur ses gardes pour n'être pas arrêté, il prenait part, — mais sans se faire connaître aux adhérents, — à toutes les agitations de la rue. Par prudence il avait toujours sur lui un exemplaire du *Pays* ou du *Constitutionnel*, qu'il appelait son « sauf-conduit », car, disait-il en riant : « Si je suis pris et fouillé, on s'empressera de me relâcher en trouvant sur moi ces journaux bonapartistes et réactionnaires ».

Il va sans dire que dans ces groupes on ne rédigeait pas de procès-verbaux ; on s'abstenait de toute espèce d'écrits, les communications étant toujours faites verbalement de façon à ne fournir aucune indication à la police en cas d'une perquisition possible.

La police politique de l'empire était d'ailleurs assez mal faite, comme il a été possible de s'en rendre compte sous la Commune en consultant les notes policières trouvées dans les dossiers des principaux militants. Elles étaient pour la plupart remplies d'erreurs et aucune d'elles ne renfermait un renseignement exact ou utile.

En somme, on ne retrouva guère, comme agents glissés chez les blanquistes, que Largilière et Roux, qui avaient informé la police de la réunion du café de la Renaissance, mais comme depuis lors ils étaient sérieusement soupçonnés, ils ne purent plus fournir aucun renseignement utile à la Préfecture.

Par contre, presque tous les agents secrets de la brigade Lagrange, c'est-à-dire de la police politique, étaient parfaitement connus des blanquistes. Raoul Rigaut s'était appliqué à établir une sorte de contre-police. Il connaissait tous les agents par leur nom et ne manquait pas de les présenter en ricanant à ses amis, chaque fois que l'occasion s'en présentait. Il avait même réussi d'une façon assez ingénieuse à se procurer les adresses de ces agents. Voici comment :

Rigaut suivait régulièrement les audiences de la 6^e Chambre de police correctionnelle chaque fois qu'il y avait au rôle une affaire politique quelconque où devaient déposer les agents. Il s'était assuré ses entrées au tribunal, simplement en se rendant chez Fontaine, le costumier du Palais, où il s'affublait d'une robe, d'un rabat blanc et d'une toque d'avocat. Il avait donc tout le loisir d'examiner attentivement la physionomie de ces messieurs, en notant, s'il y avait lieu, les signes particuliers. Les agents, avant de témoigner, devaient décliner leurs noms, prénoms et âge, mais à la demande du

lieu de domicile, ils se contentaient de désigner la Préfecture de Police.

Cela ne suffisant pas à Rigaut, il eut recours à l'ingénieux procédé que voici : A l'époque de la révision de la liste électorale, il alla dans les mairies des arrondissements avoisinant la Préfecture, rechercher sur les registres les noms, correspondant par les prénoms et âge de ceux qui l'intéressaient et trouvait ainsi leur adresse privée. De cette façon, il aurait pu, le cas échéant, lui, simple particulier, les arrêter tous un beau matin. Du reste, lorsque le 4 Septembre, sous M. de Kératry, préfet de police, il fut nommé commissaire spécial en remplacement de Lagrange, qui avait filé, il étonna profondément Lambquin, un commissaire de police de l'empire, qui avait été maintenu dans ses fonctions, en lui exhibant la liste complète et exacte de tous les mouchards de la brigade politique. Cet honorable fonctionnaire n'en revenait pas.

L'Exposition Universelle de 1867 avait attiré à Paris la visite de la plupart des souverains de l'Europe, ce qui donnait lieu aux fêtes, cérémonies et galas habituels. Quand ce fut le tour de l'Empereur d'Autriche, comme il était question d'une intervention pour le maintien de la puissance temporelle du Pape, le Parti blanquiste, à l'affût de toutes les occasions pouvant donner lieu à une manifestation antibonapartiste et à entretenir l'agitation populaire, en décida une sur le passage de ce souverain. Il fut donc convenu que l'on se rendrait sur le parcours des carrosses officiels et que les cris réglementaires de *Vive l'Empereur!* poussés par les agents échelonnés le long de la route, seraient couverts par les cris de *Vive Garibaldi!*

Le rendez-vous avait été primitivement fixé à un point déterminé du boulevard du Prince-Eugène, (aujourd'hui boulevard Voltaire), parce qu'on avait organisé une réunion sportive sur le champ de courses de Vincennes; mais, au dernier moment, l'itinéraire du retour fut changé et la manifestation ne put avoir lieu. C'était là un contre-temps fâcheux, car le

jour et l'endroit avaient été bien choisis. En effet, c'était un dimanche et en plein faubourg. On pouvait donc compter sur une affluence considérable d'ouvriers, et sur la sympathie générale de la foule dans ce quartier peu bonapartiste.

La manifestation dut néanmoins être remise au lendemain dans la soirée, devant l'Hôtel de Ville, où l'Empereur d'Autriche devait se rendre à un bal avec la cour impériale. Les manifestants s'étaient massés sur la place, aux coins de l'avenue Victoria. Au moment où la voiture des empereurs passa, les quelques vivats ordinaires des agents de service furent immédiatement couverts par les cris sonores de *Vive Garibaldi!* poussés avec toute l'ardeur de la jeunesse par les assistants venus pour cela. Cet incident occasionna une assez forte bousculade dans la foule. Les sergents de ville, les gardes municipaux qui formaient la haie et les agents de service se précipitèrent sur les plus proches, mais dans la mêlée il était assez difficile de mettre la main sur les délinquants, si bien que sept d'entre eux seulement furent pris, Alphonse Humbert, Breuillé, Félix Ducasse, Charles Longuet, Ménard, Charles Da Costa et son frère, Gaston Da Costa, alors âgé de dix-sept ans.

Cités devant la 6^e Chambre correctionnelle sous la prévention de cris séditieux, ils furent condamnés de ce chef à quinze jours de prison, à l'exception d'Alphonse Humbert qui fut condamné à trois mois, la prévention ayant en plus relevé contre lui le délit de rébellion envers les agents.

Peu de temps après, les livres d'Eugène Ténot, *Paris en Décembre 1851* et *La Province en Décembre 1851*, avaient réveillé le souvenir des fusillades du Coup d'Etat et la mort de Baudin, tué sur la barricade de la rue Sainte-Marguerite, dans le faubourg Saint-Antoine devint le prétexte d'une assez vive agitation. Les journaux de l'opposition de cette époque s'en mêlèrent en ouvrant des souscriptions pour l'érection d'un monument commémoratif. Ils furent poursuivis devant les tribunaux et ce fut à cette occasion que Gambetta, alors à

peine connu, flétrit le Coup d'Etat du 2 Décembre dans une superbe plaidoirie, qui le révéla immédiatement comme un grand orateur et peut être considérée comme le point de départ de sa fortune politique.

En même temps on organisait des pèlerinages au cimetière Montmartre sur la tombe de Baudin où l'on allait déposer des couronnes et prononcer de violents discours dirigés contre l'Empire. C'est dans une de ces manifestations que l'on va trouver pour la première fois un inconnu qui, par la suite, jouera un certain rôle dans le Parti blanquiste, Chauvière, alors tout jeune et modeste employé dans un bazar. Arrêté avec plusieurs autres, il est condamné à quinze jours de prison, en compagnie de Kellermann, un blanquiste que nous avons déjà vu dans l'affaire de la Renaissance, qui ne manquera pas d'endoctriner le jeune Chauvière et de le présenter aux camarades à leur sortie de prison. C'est ainsi que Chauvière fait la connaissance des blanquistes et que naturellement il viendra les retrouver au *Comité Révolutionnaire Central*, après l'amnistie de 1880.

On le voit, à chaque manifestation, qu'elle soit organisée directement par eux ou par d'autres, les blanquistes en profitent pour augmenter leur effectif, aussi assistent-ils à toutes, même s'ils n'ont d'autre objectif que d'y faire des recrues.

Du reste les occasions ne manqueront pas et les événements des dernières années de l'Empire tiendront la population de Paris dans un état constant d'effervescence. La classe ouvrière est enfin sortie de l'indifférence et de la torpeur où l'avaient plongée le chaos — inintelligible pour elle — des diverses écoles socialistes écloses en 1848 et les massacres de Juin. L'Internationale, fondée à Londres en 1864, avait un peu réveillé ses espérances en lui parlant de ses droits et en préconisant les organisations ouvrières. Toutefois, les membres français de cette Association ne se livreront à aucune attaque sérieuse contre la bourgeoisie que lorsqu'ils se

seront coalisés avec les blanquistes et que la fougue révolutionnaire de ces derniers les y entraînera.

Avec les nouvelles lois qui vont donner un semblant de liberté à la presse et permettre les réunions publiques, l'agitation populaire deviendra journalière et bruyante. Dans une semblable atmosphère, de nouveaux venus ne tarderont pas à se produire et ceux d'un tempérament fougueux seront naturellement attirés vers les blanquistes qui, d'ailleurs, iront au-devant d'eux.

Aussi, quand, au commencement de 1870, à l'occasion des funérailles de Victor Noir, assassiné par le prince Pierre Bonaparte, la population parisienne se livrera à une manifestation monstre, qui aurait pu se terminer en révolution, tous les blanquistes — plus de deux mille — seront là, tout prêts, bien armés, sérieusement organisés et manœuvrant dans la perfection.

Blanqui lui aussi sera là et il pourra apprécier la valeur de cette petite armée d'élite, sur le dévouement et le courage de laquelle il voit qu'il peut absolument compter.

La maison mortuaire était à Neuilly et les plus exaltés de la foule voulaient ramener le corps sur Paris; mais ce projet fut déconseillé par Flourens et par Rochefort, qui était alors à l'apogée de sa popularité et qui, quelques jours auparavant, avait lancé un véritable appel aux armes dans son journal *La Marseillaise*. Toute la garnison de Paris était rangée en bataille dans les Champs-Élysées, la place de la Concorde et les Tuileries. On dut donc renoncer à la rentrée du corps dans Paris et finalement l'inhumation provisoire eut lieu dans le modeste cimetière de Neuilly.

En somme, l'Empire était sorti indemne de cette manifestation monstre à laquelle il avait dû opposer toutes les forces militaires à sa disposition. Mais Blanqui et ses lieutenants savaient maintenant d'une façon exacte sur quelles ressources ils étaient en mesure de compter pour un coup de main et l'on continua de plus belle à stimuler le zèle et l'instruction de ces groupes qui s'étaient si bien développés.

Les Blanquistes au 4 Septembre et sous la Commune

Lorsque la guerre Franco-Prussienne fut déclarée, aussitôt après les premiers désastres militaires, Blanqui et ses amis estimèrent qu'il était impossible d'attendre davantage pour essayer de renverser l'Empire, seul moyen de mettre la Nation en état de repousser l'agression étrangère.

Le plan primitif de Blanqui avait bien des chances de réussir. Il consistait à s'emparer par surprise du fort de Vincennes, pourvu d'une faible garnison et d'appeler aux armes le peuple des faubourgs de Paris, auquel on aurait pu fournir les moyens d'armement considérables accumulés dans le fort. Pourtant, à une sorte de Conseil de guerre préalable qui fut tenu chez Eudes, passage Jouvence, rue d'Alésia, où se trouvait le dépôt d'armes, et auquel assistaient également Tridon et Granger, on dut reconnaître que, Blanqui n'ayant pas pu se transporter assez rapidement de Belgique à Paris, la garnison du fort de Vincennes avait été dans l'intervalle considérablement renforcée et que le plan d'abord accepté n'était plus praticable.

On ne put en dresser un autre séance tenante; mais, quelques jours plus tard, l'impatience junéville d'Eudes entraîna Blanqui à consentir à la tentative de la caserne de la Villette.

Donc, le 16 août, les groupes blanquistes convoqués se réunirent lentement sur le boulevard de la Villette, près du Pont du Canal. C'était un dimanche, par un beau soleil. Un bate-

leur, à quelques pas de la caserne des pompiers, était le centre de quelques curieux attirés par ses tours. L'ordre fut donné de se joindre à cette foule pour ne pas éveiller les soupçons de la police.

Vers trois heures et demie, sur un signal de Blanqui, ses hommes se dirigèrent vers la caserne. En les voyant venir ainsi, le factionnaire appela aux armes et fut blessé par un des assaillants. Le poste fut envahi; mais on hésitait à tirer sur les pompiers qui refusaient de rendre leurs armes. Les sergents de ville, attirés par les détonations, accoururent à leur tour au poste; ils furent accueillis à coups de revolver et battirent en retraite.

Les blanquistes étaient maîtres du terrain. Avec Blanqui, Eudes et Granger en tête, ils se dirigèrent par le boulevard extérieur vers Belleville, en criant: « Vive la République! mort aux Prussiens! Aux armes! »

Malheureusement, personne ne suivit. La foule semblait littéralement frappée de stupeur. Voyant que cette tentative de soulèvement de la foule qu'ils avaient espérée avait complètement échoué, les trois chefs donnèrent l'ordre à la colonne de se disperser et chacun s'en alla, ne laissant ni morts, ni blessés, ni prisonniers. La route était libre. Ce ne fut que par un pur hasard qu'Eudes et Brideau furent arrêtés dans la soirée sur la dénonciation d'un individu qui, pendant qu'ils étaient au café Soufflet, boulevard Saint-Michel, avait remarqué la crosse du revolver d'Eudes sortant de la poche intérieure de son paletot et qui quitta le café pour aller en informer les agents.

Traduits devant le conseil de guerre, Eudes et Brideau furent condamnés à mort. Le pourvoi en cassation formé par leurs avocats venait d'être rejeté. Ils allaient être infailliblement fusillés; ils ne durent leur salut qu'au soulèvement inattendu du 4 Septembre, occasionné par la reddition qui suivit la bataille de Sedan.

Dans le pêle-mêle de la journée du 4 Septembre, les blan-

quistes avaient été éparpillés un peu partout. Cependant quelques-uns d'entre eux, parmi lesquels se trouvaient Granger, Edmond Levraud et Balsenq, avaient réussi à pénétrer dans la salle des séances du Corps législatif où ils avaient sommé Jules Favre de prononcer, au nom du peuple, la déchéance de l'Empire et la proclamation de la République. Ensuite leur premier soin avait été de courir à la prison militaire du Cherche-Midi pour y délivrer leurs amis Eudes et Brideau.

Le soir, Blanqui et ses fidèles se réunissaient et décidaient la publication du journal la *Patrie en danger*. Voici la déclaration qui paraissait en tête de son premier numéro du 6 septembre :

En présence de l'ennemi, plus de partis ni de nuances.

Avec un pouvoir qui trahissait la Nation ce concours était impossible.

Le gouvernement sorti du grand mouvement populaire du 4 Septembre représente la pensée populaire et la défense nationale.

Cela suffit.

Toute opposition, toute contradiction doit disparaître devant le salut commun.

Il n'existe plus qu'un ennemi, le Prussien, et son complice, le partisan de la dynastie déchue qui voudrait faire de l'ordre dans Paris avec les baïonnettes prussiennes.

Maudit soit celui qui, à l'heure suprême où nous touchons, pourrait conserver une préoccupation personnelle, une arrière-pensée, quelle qu'elle fût.

Les soussignés, mettant de côté toute opinion particulière, viennent offrir au Gouvernement provisoire leur concours le plus énergique et le plus absolu, sans aucune réserve ni condition, si ce n'est qu'il maintiendra quand même la République, et s'ensevelira avec nous sous les ruines de Paris, plutôt que de signer le déshonneur et le démembrement de la France.

Balsenq, Blanqui, Casimir Bouis, Breuillé, Brideau, Caria, Eudes, Flotte, E. Gois, Granger, Lacambre, Edmond Levraud, Léonce Levraud, Pilhes, Regnard, Sourd, Tridon, Henri Verlet (Henri Place), Emile Villeneuve, Henri Villeneuve.

Blanqui était un patriote. Il aimait la France, parce qu'il considérait les Français comme le peuple d'avant-garde dans la lutte pour la défense des libertés et des réformes sociales. Ce fils de Conventionnel n'avait pas sans doute oublié ce refrain de son enfance :

Les Français donneront au monde
Et la Paix et la Liberté !

Chaque jour, dans des articles merveilleux de lucidité et qui, encore aujourd'hui, semblent avoir été écrits par un homme de guerre, il essayait de donner à ce gouvernement de veules et de bavards des orientations militaires qui, par leur valeur de précision, stupéfièrent alors tous les hommes du métier.

Mais en même temps il n'avait pas perdu de vue la défense de la République et lorsqu'après le 4 Septembre les bataillons de la Garde nationale élurent leurs officiers, il engagea ses amis à se présenter. Ce fut ainsi que Granger, Jaclard, Eudes, Germain Casse, Cournet, Edmond Levraud et d'autres devinrent commandants de bataillons dans les quartiers ouvriers. Bien plus, il fut lui-même élu commandant d'un bataillon de Montmartre.

Le soir, tous se retrouvaient au Club Blanqui, qui se tenait à l'entrée du boulevard Sébastopol, au-dessus du Café des Halles Centrales, englobé aujourd'hui dans l'agrandissement des Magasins de Pygmalion. Là on commentait les événements du jour sur lesquels il donnait son avis et ses conseils avec une clarté et une prévoyance que tous admiraient.

Les Parisiens commençaient à perdre patience en face de l'inertie du gouvernement et, le 31 octobre, la connaissance de la capitulation de Metz, niée et avouée à deux jours d'intervalle, mit le comble à l'exaspération populaire. De tous les points de Paris, les bataillons de la Garde nationale vinrent manifester leur mécontentement devant l'Hôtel de Ville.

Certains commandants blanquistes et d'autres délégués arri-

vèrent à pénétrer dans le bâtiment et à un moment les membres du gouvernement furent maintenus prisonniers dans une salle dont la garde fut confiée au bataillon commandé par Flourens. On voulait la démission du gouvernement et son remplacement par une Commune chargée d'organiser la défense. Un moment on sembla s'arrêter à une liste définitive. Gustave Flourens, Dorian, Blanqui, Delescluze, Millière, Victor Hugo, Henri Rochefort, Louis Blanc, Félix Pyat, Raspail, Ranvier, Mottu : ces noms inscrits sur des listes de papier blanc furent lancés par les fenêtres à la foule qui les accueillit avec enthousiasme, et, croyant que tout était fini, un certain nombre de bataillons sur lesquels on pouvait compter regagnèrent leurs quartiers respectifs et furent bien vite remplacés par des bataillons de l'ordre envoyés par Ferry qui avait réussi à quitter l'Hôtel de Ville. Flourens, qui en avait pris le commandement militaire, fut absolument surpris par l'invasion de bataillons de mobiles bretons, arrivés par les souterrains qui communiquent de la caserne Lobau avec l'Hôtel de Ville, ce qu'il ignorait, et il n'avait plus personne sous la main pour opposer une résistance efficace. Finalement, après avoir délibéré et parlementé, il fut convenu que des élections auraient lieu le lendemain pour fixer légalement les noms des membres du gouvernement provisoire et que le gouvernement existant s'engageait formellement à ce qu'aucunes récriminations, aucunes poursuites ne seraient exercées contre les auteurs ou les directeurs du mouvement insurrectionnel.

Ce fut ainsi que Blanqui quitta l'Hôtel de Ville au bras du général Tamisier.

Les élections promises pour le lendemain n'auront pas lieu et plus tard Blanqui sera arrêté, poursuivi et condamné pour cette journée du 31 octobre, en dépit de l'engagement formel pris par le gouvernement.

Après l'insuccès de la tentative de sortie qui avait eu lieu à Buzenval le 19 janvier, les colères patriotiques des Pari-

siens se réveillèrent plus menaçantes qu'au 31 octobre. Les journées des 20 et 21 janvier avaient été extrêmement fiévreuses, principalement dans les faubourgs, et dans la nuit des gardes nationaux se portèrent à la prison de Mazas, délivrèrent Flourens, ainsi que tous les prisonniers arrêtés à la suite du 31 octobre, puis rendez-vous fut donné pour le lendemain, place de l'Hôtel-de-Ville, pour une nouvelle manifestation.

Entre onze heures et midi, des groupes de manifestants, la plupart sans armes, commencèrent à se former sur la place. De temps à autre, des citoyens armés, le fusil en bandoulière, venaient se joindre à eux. Un peu plus tard, des fragments de divers bataillons du XIV^e arrondissement, sous les ordres du commandant Sapia, étaient venus se ranger en bataille devant les grilles et parlementaient violemment avec les officiers de mobiles et le colonel Vabre, le futur organisateur des massacres du square Saint-Jacques. D'autre part, quelques compagnies de divers bataillons des Batignolles débouchaient sur la place par la rue de Rivoli, en même temps qu'un bataillon du X^e arrondissement y arrivait par la rue du Temple, et que le 101^e, du XIII^e arrondissement, sous les ordres du blanquiste Duval, y pénétrait par le pont d'Arcole, aux cris véhéments de : « Vive la Commune ! A bas Trochu ! »

Tout à coup, sans sommation aucune, les portes et les fenêtres de l'Hôtel de Ville s'ouvraient, sur les ordres de Gustave Chaudey, adjoint au maire de Paris, Jules Ferry, et la foule, ainsi que les gardes nationaux recevaient un feu de peloton qui produisit instantanément la panique et la déroute. A la première décharge, Sapia était tombé le long des grilles, la tête fracassée. Il faut noter qu'au 22 janvier, la plupart des commandants blanquistes n'étaient plus là qu'isolément ou à peu près, puisque presque tous avaient été révoqués de leur grade à la suite de la manifestation du 31 octobre.

La formidable insurrection du 18 mars va éclater à l'improviste. Le parti blanquiste est à peu près disséminé et il

aura le plus grand mal à se reconstituer sur place, sur le champ de bataille, pourrait-on dire.

C'est précisément là, croyons-nous, qu'apparaîtra le mérite de cette organisation politique. Blanqui absent, et au milieu du désarroi général, elle affirmera sa puissance au point que tout ce qu'il y aura de véritablement révolutionnaire dans l'action, depuis le 18 mars jusqu'au 28 mai, portera son empreinte.

En effet, dès le début, dans la nuit du 18 au 19 mars, Duval, que nous avons déjà vu agir le 22 janvier, vient avec son bataillon, le 101^e, prendre possession de la Préfecture de police, où s'installe Raoul Rigaut, tandis qu'Eudes fait diriger sur l'Hôtel de Ville, le ministère de la Guerre et la place militaire (place Vendôme) les différents bataillons sur lesquels il sait pouvoir compter. L'occupation immédiate de ces divers centres de gouvernement, c'est bien là une conception blanquiste et Duval et Eudes avaient été amenés à prendre cette mesure tout naturellement.

Nous n'avons pas à faire ici l'histoire de la Commune. Mais tous ceux qui l'ont lue, même dans les ouvrages les plus partiels contre cette insurrection, sont obligés de reconnaître que les blanquistes sont les instigateurs et les exécutants de toutes les mesures vraiment révolutionnaires et efficaces.

Malheureusement, Blanqui n'est pas là.

L'occasion est exceptionnelle; car jamais insurrection ne s'est présentée dans de semblables conditions, avec une véritable armée relativement bien organisée, approvisionnée de munitions de toutes sortes et ayant, en outre, à sa disposition tous les services de l'administration publique.

Les fidèles de Blanqui comprennent combien inappréciable serait sa direction dans un pareil moment; mais, le 17 mars, on apprend qu'il a été arrêté à Figeac, dans le Lot.

Dès les premiers jours de mars, alors qu'il estimait que, pour le moment, il n'avait plus rien à faire à Paris, ni comme patriote, ni comme révolutionnaire, Blanqui, épuisé par les

fatigues physiques et morales du siège, était parti pour le Lot, se proposant de se soigner chez son ami, le D^r Lacambre, qui avait épousé sa nièce: c'est là qu'il fut arrêté, malade, sur l'ordre du gouvernement. Aussitôt, il fut mis au secret le plus absolu. Toutes communications sont interdites. Il ne peut donner aucune de ses nouvelles ni en recevoir de ses sœurs. Informé de ces faits, Granger part immédiatement pour tâcher de savoir exactement où est Blanqui et essayer de le faire évader, si c'est possible.

A la Commune l'idée de sauver Blanqui, en proposant au gouvernement de Versailles d'échanger Blanqui avec les otages détenus à la prison de la Roquette, est formulée par Tridon et acceptée. Flotte sera désigné pour mener cette affaire, et le 9 avril, Raoul Rigaut, le délégué à la Préfecture de police, fait communiquer Flotte avec l'archevêque de Paris, Darboy. L'archevêque, après s'être entendu avec Flotte, écrit à Thiers une lettre dans laquelle il lui soumet cette proposition d'échange en lui conseillant d'y adhérer. Cette lettre est confiée au grand vicaire Lagarde, également détenu à la Roquette, lequel s'engage sur sa parole d'honneur à revenir, quel que soit le résultat de sa mission auprès de Thiers. L'abbé Lagarde ne revient pas. Une seconde lettre de l'archevêque est portée par l'abbé Bertaux, qui eut, lui, le courage de revenir, comme il en avait donné sa parole, mais la lettre de Thiers qu'il rapportait à l'archevêque indiquait bien qu'il ne fallait pas compter sur l'échange proposé.

L'abbé Bertaux fut mis en liberté, comme il avait été convenu; mais l'archevêque devait être fusillé dans l'affolement des derniers jours de la Commune.

Blanqui fut condamné à la déportation pour les faits du 31 octobre, malgré la déposition de Dorian, qui était venu rappeler devant le conseil de guerre l'engagement pris par le gouvernement de n'exercer aucunes poursuites à ce sujet.

Les Blanquistes à Londres

La Commune, écrasée par la répression sauvage que l'on sait, ceux des blanquistes qui n'avaient pas été tués aux barricades, ou fusillés pendant la lutte, comme Duval à Châtillon et Raoul Rigaut rue Gay-Lussac, ou bien plus tard au poteau de Satory, comme Ferré, Genton, Decaen et d'autres, ou enfin déportés et transportés en Nouvelle-Calédonie, après avoir réussi à franchir la frontière, se cherchèrent et finirent par se retrouver peu à peu, soit à Genève, soit à Bruxelles, soit à Londres.

Comme l'important était de quitter la France, ils avaient débarqué n'importe où, au hasard des circonstances qui avaient accompagné leur exode.

Cependant, comme l'Angleterre était le pays qui présentait le plus de garanties pour la sécurité des réfugiés et que de plus il offrait plus de ressources au point de vue du travail nécessaire à l'existence, Londres ne tardera pas à devenir le principal centre de la proscription, et c'est là que les principaux blanquistes survivants finiront par se retrouver et songeront à se grouper de nouveau.

Tridon, que l'on aurait certainement accepté comme chef en l'absence de Blanqui, était mourant en Belgique. Il fallait donc lui trouver un remplaçant. Les blanquistes les plus connus à Londres étaient alors E. Eudes, Gois, Granger, Edmond Levraud, Ranvier, Regnard et Edouard Vaillant.

Ce dernier était en somme un nouveau venu dans les rangs des blanquistes et c'est pour cette raison que nous n'avons pas eu à mentionner son nom jusqu'ici. Après avoir passé ses examens de sortie de l'Ecole Centrale, il était allé compléter ses études à Heidelberg et ce n'était qu'à son retour en France, peu de temps avant la guerre, que les blanquistes l'avaient connu. Comme il faut toujours avoir un lieu de rendez-vous, on avait adopté le café Glazer, situé rue Saint-Séverin, presque au coin du boulevard Saint-Michel, et c'est là que, par l'intermédiaire de Charles Longuet, qu'il avait connu le premier, Vaillant ne tarda pas à entrer en relations avec un assez bon nombre de blanquistes. Il les retrouvait, le soir, au Club des Halles Centrales, et ne tarda pas à sympathiser avec ceux dont il partageait les vues révolutionnaires. Comme, à la Commune, dont il avait été élu membre, il avait toujours été en communion d'idées avec eux, il fut accueilli par tous à son arrivée à Londres comme un blanquiste de vieille date.

A proprement parler, à l'exception du « vieux », dont tous acceptaient l'autorité sans discussion, il n'y avait jamais eu de chef et si, sous l'Empire, Tridon était considéré comme tel, c'est que l'on savait que c'était lui qui était chargé de transmettre aux autres les vues et les instructions de Blanqui.

A Londres, il en est à peu près de même au point de vue du commandement; mais comme on doit malheureusement se passer de Blanqui, on sent qu'on a besoin d'un homme ou d'une organisation quelconque pour centraliser les efforts et les bonnes volontés de tous. Sans brigade d'aucune sorte, on va tout naturellement à Eudes, dont l'extérieur est sympathique, qui est avenant à tous et qui, de plus, a donné des preuves manifestes de son courage et de son dévouement à la cause révolutionnaire.

Avant même qu'aucun groupe soit formé, on recherche les vues et l'amitié du « général », car c'est ainsi que les camarades l'appelaient amicalement, et insensiblement il joue le

rôle d'un chef sans nomination, puis il finit par être accepté comme tel sans opposition, car tout le monde comprend que l'on peut tout attendre de son dévouement, sans avoir rien à redouter de son ambition.

Seuls, Edmond Levraud, d'abord, et le D^r Regnard, ensuite, essaient, pour des raisons difficiles à expliquer, de faire échec à ce semblant d'autorité qu'Eudes n'a jamais sollicitée; mais c'est en pure perte et ses amis lui resteront fidèles jusqu'à sa mort, comme ils l'avaient été à Blanqui. Quand à Edmond Levraud et au D^r Regnard, qui avaient été d'ardents blanquistes sous l'Empire, pendant la guerre et pendant la Commune, à partir de ce moment ils ne prennent plus part aux luttes politiques. Edmond Levraud mourra à Nice, en 1880, peu de temps après l'amnistie, et le D^r Regnard finira haut fonctionnaire, inspecteur des hôpitaux.

A leur arrivée à Londres, plusieurs blanquistes, principalement Vaillant, avaient été bien accueillis par Karl Marx, dans l'entourage duquel ils avaient, du reste, retrouvé d'anciennes connaissances, Lafargue et Charles Longuet, qui étaient devenus ses gendres.

Leurs relations avec Karl Marx ne seront cependant pas de longue durée; car quelques jours après le Congrès de l'Internationale tenu à La Haye, en septembre 1872, ils protesteront contre la décision des marxistes qui avaient transféré de Londres à New-York le siège du conseil général de l'Internationale. Les blanquistes ajoutent qu'ils croient devoir se retirer de l'Association Internationale en raison de son caractère insuffisamment révolutionnaire. Leur déclaration était signée par Antoine Arnaud, F. Cournet, Marguerittes, Constant Martin, G. Ranvier et Ed. Vaillant. Voici l'un des principaux passages de cette déclaration:

Nous demandons la mise à l'ordre du jour de l'organisation des forces révolutionnaires.

Le Congrès fut au-dessous de tout ce qu'on pouvait penser. Querelles décoles, de personnalités, intrigues, etc., occupèrent

plus de la moitié des séances. On croyait l'Internationale puissante parce qu'on croyait qu'elle représentait la Révolution ; elle se montra timide, divisée, parlementaire. Quant aux déclarations et résolutions que nous demandions sur l'organisation des forces révolutionnaires du prolétariat, on les enterra en les renvoyant à une commission...

En nous retirant de l'Internationale, nous n'avons pas besoin de le dire, nous n'avons pas voulu nous retirer de l'action ; c'est, au contraire, pour y entrer avec plus d'énergie que jamais, n'ayant d'autre ambition que de faire jusqu'au bout notre devoir.

Cependant nous ne nous faisons pas d'illusions, nous savons que les efforts les plus énergiques des proscrits ont moins d'effet que la plus faible action de ceux qui ont pu rester sur le lieu du combat. Nous tenons seulement à ce que ceux-ci sachent qu'ils peuvent compter sur nous comme nous comptons sur eux pour reconstituer le parti révolutionnaire, organiser la revanche et préparer la lutte nouvelle et définitive.

A la fin de l'année suivante les principaux blanquistes réfugiés à Londres avaient déjà renoué des relations à Paris et dans quelques grandes villes de France avec tous ceux de leurs amis qui avaient pu réussir à échapper à la répression et songeaient à reconstituer un parti ayant pour but de conserver la tradition révolutionnaire et de préparer la revanche. C'est ce qui leur donna l'idée de fonder le groupe *La Commune révolutionnaire*. Ce groupe fut formé des anciens blanquistes, se connaissant déjà de l'Empire, du siège et de la Commune et de quelques nouveaux venus, dont, fidèles à la vieille habitude, ils avaient fait des prosélytes dans les premières années de la proscription. La société était secrète et les membres s'y engageaient à la discipline absolue qui avait fait le succès de l'organisation blanquiste sous l'Empire. On retrouva dans cette nouvelle société toute la saine égalité, toute la franche familiarité entre les membres du groupe, ouvriers ou non ouvriers, que nous avons signalée dès les débuts des premiers groupements du parti blanquiste. En entrant au groupe chaque membre devait s'y déclarer athée, communiste et révolu-

tionnaire et prêt à marcher pour la défense de la bonne cause.

Dès les premiers temps le groupe menait comme il l'entendait la Société des Réfugiés, société de secours mutuels qui, à certaines dates fixes, réunissait tous les réfugiés résidant à Londres. Dans un but de propagande dans les autres centres de proscription, le groupe décida la publication d'un manifeste qui serait une déclaration nette et complète des principes blanquistes.

La société étant secrète, logiquement le manifeste aurait dû simplement mentionner à la fin la signature anonyme du groupe; mais comme les membres déclaraient y revendiquer leur responsabilité dans tous les actes accomplis par la Commune et annonçaient en même temps leur intention de poursuivre par la force l'établissement d'une République véritablement démocratique et sociale ainsi que la revanche de la Commune, ils estimèrent qu'il était de leur devoir d'apposer leurs noms et ce fut à cette dernière résolution que l'on s'arrêta.

A notre avis, ce manifeste est un exposé très précis des sentiments blanquistes, et, comme il est aujourd'hui à peu près introuvable, nous croyons devoir le donner *in extenso*.

Voici ce document :

AUX COMMUNEUX

Après trois ans de compression, de massacres, la réaction voit la terreur cesser d'être entre ses mains affaiblies un moyen de gouvernement.

Après trois ans de pouvoir absolu, les vainqueurs de la Commune voient la Nation, reprenant peu à peu vie et conscience, échapper à leur étreinte.

Unis contre la Révolution, mais divisés entre eux, ils usent par leurs violences et diminuent par leurs dissensions ce pouvoir de combat, seul espoir du maintien de leurs privilèges.

Dans une société où disparaissent chaque jour les conditions qui ont amené son empire, la bourgeoisie cherche en vain à le

perpétuer ; rêvant l'œuvre impossible d'arrêter le cours du temps, elle veut immobiliser dans le présent ou faire rétrograder dans le passé, une nation que la Révolution entraîne.

Les mandataires de cette bourgeoisie, cet état-major de la réaction installé à Versailles, semblent n'avoir d'autre mission que d'en manifester la déchéance par leur incapacité politique et d'en précipiter la chute par leur impuissance. Les uns appellent un roi, un empereur, les autres déguisent du nom de République la forme perfectionnée d'asservissement qu'ils veulent imposer au peuple.

Mais quelle que soit l'issue des tentatives versaillaises, monarchie ou République bourgeoise, le résultat sera le même : la chute de Versailles, la revanche de la Commune.

Car nous arrivons à l'un de ces grands moments historiques, à l'une de ces grandes crises, où le peuple, alors qu'il paraît s'abîmer dans la mort, reprend avec une vigueur nouvelle sa marche révolutionnaire.

La victoire ne sera pas le prix d'un seul jour de lutte, mais le combat va recommencer, les vainqueurs vont avoir à compter avec les vaincus.

Cette situation crée de nouveaux devoirs pour les proscrits. Devant la dissolution croissante des forces réactionnaires, devant la possibilité d'une action plus efficace, il ne suffit pas de maintenir l'intégrité de la proscription en la défendant contre les attaques policières ; mais il s'agit d'unir nos efforts à ceux des communaux de France, pour délivrer ceux des nôtres tombés entre les mains de l'ennemi et préparer la revanche. L'heure nous paraît donc venue pour ce qui a vie dans la proscription de s'affirmer, de se déclarer. C'est ce que vient faire aujourd'hui le groupe : *La Commune Révolutionnaire*.

Car il est temps que ceux-là se reconnaissent qui, athées, communistes, révolutionnaires, concevant de même la Révolution dans son but et ses moyens, veulent reprendre la lutte et pour cette lutte décisive reconstituer le parti de la Révolution, le parti de la Commune.

Nous sommes *athées*, parce que l'homme ne sera jamais libre, tant qu'il n'aura pas chassé Dieu de son intelligence et de sa raison.

Produit de la vision de l'inconnu, créée par l'ignorance, exploitée par l'intrigue et subie par l'imbécillité, cette notion monstrueuse d'un être, d'un principe en dehors du monde et de l'homme, forme la trame de toutes les misères dans lesquelles s'est débattue l'humanité et constitue l'obstacle principal à son affranchissement. Tant que la vision mystique de la divinité obscurcira le monde, l'homme ne pourra ni le connaître, ni le posséder : au lieu de la science et du bonheur, il n'y trouvera que l'esclavage de la misère et de l'ignorance.

C'est en vertu de cette idée d'un être en dehors du monde et le gouvernant que se sont produites toutes les formes de servitude morale et sociale : religions, despotismes, propriété, classes, sous lesquelles gémit et saigne l'humanité.

Expulser Dieu du domaine de la connaissance, l'expulser de la société, est la loi pour l'homme, s'il veut arriver à la science, s'il veut réaliser le but de la Révolution. Il faut nier cette erreur génératrice de toutes les autres, car c'est par elle que depuis des siècles l'homme est courbé, enchaîné, spolié, martyrisé.

Que la Commune débarrasse à jamais l'humanité de ce spectre de ses misères passées, de cette cause de ses misères présentes. Dans la Commune, il n'y a pas de place pour le prêtre ; toute manifestation, toute organisation religieuse doit être proscrite.

Nous sommes communistes, parce que nous voulons que la terre, que les richesses naturelles ne soient plus appropriées par quelques-uns, mais qu'elles appartiennent à la communauté ; parce que nous voulons que, libres de toute oppression, maîtres enfin de tous les instruments de production, terre, fabriques, etc., les travailleurs fassent du monde, un lieu de bien-être et non plus de misère.

Aujourd'hui comme autrefois, la majorité des hommes est condamnée à travailler pour l'entretien de la jouissance d'un petit nombre de surveillants et de maîtres.

Expression dernière de toutes les formes de servitude, la domination bourgeoise a dégagé l'exploitation du travail des voiles mystiques qui l'obscurcissaient ; gouvernements, religions, famille, lois, institutions du passé comme du présent se sont enfin montrés, dans cette société réduite aux termes simples de capitalistes et de salariés, comme les instruments d'oppression au moyen des-

quels la bourgeoisie maintient sa domination, contient le Prolétariat.

Prélevant, pour augmenter ses richesses, tout le surplus du travail, le capitaliste ne laisse au travailleur que juste ce qui lui faut pour ne pas mourir de faim.

Maintenu par la force dans cet enfer de la production capitaliste, de la propriété, il semble que le travailleur ne puisse rompre ses chaînes.

Mais le Prolétariat est enfin arrivé à prendre conscience de lui-même ; il sait qu'il porte en lui les éléments de la société nouvelle, que sa délivrance sera le prix de sa victoire sur la bourgeoisie et que, cette classe anéantie, les classes seront abolies, le but de la Révolution atteint.

Nous sommes communistes, parce que nous voulons arriver à ce but sans nous arrêter aux moyens termes, compromis qui, ajournant la victoire, sont un prolongement d'esclavage.

En détruisant la propriété individuelle, le communisme fait tomber une à une toutes ces institutions dont la propriété est le pivot. Chassé de sa propriété, où, avec sa famille comme dans une forteresse il tient garnison, le riche ne trouvera plus d'asile pour son égoïsme et ses privilèges.

Par l'anéantissement des classes, disparaîtront toutes les institutions oppressives de l'individu et du groupe dont la seule raison était le maintien de ces classes, l'asservissement du travailleur à ses maîtres.

L'instruction ouverte à tous donnera cette égalité intellectuelle sans laquelle l'égalité matérielle serait sans valeur.

Plus de salariés, plus de victimes de la misère, de l'insolidarité, de la concurrence, mais l'union des travailleurs égaux, répartissant le travail entre eux pour obtenir le plus grand développement de la communauté, la plus grande somme de bien-être pour chacun. Chaque citoyen trouvera la plus grande liberté, la plus grande expansion de la communauté.

Cet état sera le prix de la lutte et nous voulons cette lutte sans compromis ni trêve, jusqu'à la destruction de la bourgeoisie, jusqu'au triomphe définitif.

Nous sommes communistes, car le communisme est la négation

la plus radicale de la société que nous voulons renverser, l'affirmation la plus nette de la société que nous voulons fonder.

Parce que doctrine de l'égalité sociale, elle est plus que toute doctrine la négation de la domination bourgeoise, l'affirmation de la Révolution. Parce que dans son combat contre la bourgeoisie, le Prolétariat trouve dans le Communisme, l'expression de ses intérêts, la règle de son action.

Nous sommes révolutionnaires, autrement dit communeux, parce que, voulant la victoire, nous en voulons les moyens. Parce que, comprenant les conditions de la lutte et voulant les remplir, nous voulons la plus forte organisation de combat, la coalition des efforts, non leur dispersion, mais leur centralisation.

Nous sommes révolutionnaires, parce que, pour réaliser le but de la Révolution, nous voulons renverser par la force une société qui ne se maintient que par la force. Parce que nous savons que la faiblesse, comme la légalité, tue les Révolutions, que l'énergie les sauve. Parce que nous reconnaissons qu'il faut conquérir ce pouvoir politique que la bourgeoisie garde d'une façon jalouse pour le maintien de ses privilèges. Parce que, dans une période révolutionnaire où les institutions de la société actuelle devront être fauchées, la dictature du Prolétariat devra être établie et maintenue jusqu'à ce que, dans le monde affranchi, il n'y ait plus que des citoyens égaux de la société nouvelle.

Mouvement vers un monde nouveau de justice et d'égalité, la Révolution porte en elle-même sa propre loi et tout ce qui s'oppose à son triomphe doit être écrasé.

Nous sommes révolutionnaires, nous voulons la Commune, parce que nous voyons dans la Commune future, comme dans celles de 1793 et de 1871, non la tentative égoïste d'une ville, mais la Révolution triomphante dans le pays entier : la République communeuse. Car la Commune, c'est le Prolétariat révolutionnaire armé de la dictature, pour l'anéantissement des privilèges, l'écrasement de la bourgeoisie.

La Commune, c'est la forme militante de la Révolution sociale. C'est la Révolution debout, maîtresse de ses ennemis. La Commune, c'est la période révolutionnaire d'où sortira la société nouvelle.

La Commune, ne l'oublions pas non plus, nous qui avons reçu

charge de la mémoire et de la vengeance des assassinés, c'est aussi notre revanche.

Dans la grande bataille engagée entre la bourgeoisie et le Proletariat, entre la société actuelle et la Révolution, les deux camps sont bien distincts, il n'y a de confusion possible que pour l'imbécillité ou la trahison.

D'un côté tous les partis bourgeois : légitimistes, orléanistes, bonapartistes, républicains, conservateurs ou radicaux ; de l'autre, le parti de la Commune, le parti de la Révolution, l'ancien monde contre le nouveau.

Déjà la vie a quitté plusieurs de ces formes du passé et les variétés monarchiques se résolvent, en fin de compte, dans l'immonde bonapartisme.

Quant aux partis qui, sous le nom de République conservatrice ou radicale, voudraient immobiliser la société dans l'exploitation continue du peuple par la bourgeoisie, directement, sans intermédiaire royal, radicaux ou conservateurs, ils diffèrent plus par l'étiquette que par le contenu ; plutôt que des idées différentes, ils représentent les étapes que parcourra la bourgeoisie, avant de rencontrer dans la victoire du peuple sa ruine définitive.

Feignant de croire à la duperie du suffrage universel, ils voudraient faire accepter au peuple ce mode d'escamotage périodique de la Révolution ; ils voudraient voir le parti de la Révolution entrant dans l'ordre légal de la société bourgeoise, par là même cesser d'être, et la minorité révolutionnaire abdiquer devant l'opinion moyenne et falsifiée de majorités soumises à toutes les influences de l'ignorance et du privilège.

Les radicaux seront les derniers défenseurs du monde bourgeois mourant ; autour d'eux seront ralliés tous les représentants du passé pour livrer la lutte dernière contre la Révolution. La fin des radicaux sera la fin de la bourgeoisie.

A peine sortis des massacres de la Commune, rappelons à ceux qui seraient tentés de l'oublier que la gauche versaillaise, non moins que la droite, a commandé le massacre de Paris, et que l'armée des massacreurs a reçu les félicitations des uns comme celles des autres. Versaillais de droite et Versaillais de

gauche doivent être égaux devant la haine du peuple, car contre lui, toujours radicaux et jésuites sont d'accord.

Il ne peut donc y avoir d'erreur et tout compromis, toute alliance avec les radicaux doivent être réputés trahisons.

Plus près de nous, errant entre les deux camps, ou même égarés dans nos rangs, nous trouvons des hommes dont l'amitié plus funeste que l'inimitié, ajournerait indéfiniment la victoire du peuple s'il suivait leurs conseils, s'il devenait dupe de leurs illusions.

Limitant plus ou moins les moyens de combat à ceux de la lutte économique, ils prêchent à des degrés divers l'abstention de la lutte politique.

Erigeant en théorie la désorganisation des forces populaires, ils semblent en face de la bourgeoisie armée, alors qu'il s'agit de concentrer ses efforts pour un combat suprême, ne vouloir qu'organiser la défaite et livrer le peuple désarmé aux coups de ses ennemis.

Ne comprenant pas que la Révolution est la marche consciente et voulue de l'humanité vers le but que lui assignent son développement historique et sa nature, ils mettent les images de leur fantaisie au lieu de la réalité des choses et voudraient substituer au mouvement rapide de la Révolution, les lenteurs d'une évolution dont ils se font les prophètes.

Amateurs de demi-mesures, fauteurs de compromis, ils perdent les victoires populaires qu'ils n'ont pu empêcher, ils épargnent, sous prétexte de pitié, les vaincus ; ils défendent, sous prétexte d'équité, les institutions, les intérêts d'une société contre lesquels le peuple s'était levé.

Ils calomnient les révolutions quand ils ne peuvent plus les perdre.

Ils se nomment communalistes.

Au lieu de l'effort révolutionnaire du peuple de Paris pour conquérir le pays entier à la République communautaire, ils voient dans la Révolution du 18 mars un soulèvement pour ses franchises municipales.

Ils renient les actes de cette Révolution qu'ils n'ont pas comprise, pour ménager les nerfs d'une bourgeoisie dont ils savent si bien épargner la vie et les intérêts. Oubliant qu'une société ne

périt que quand elle est frappée aussi bien dans ses monuments, ses symboles, que dans ses institutions et ses défenseurs, ils veulent décharger la Commune de la responsabilité de l'exécution des otages, de la responsabilité des incendies. Ils ignorent, ou feignent d'ignorer, que c'est par la volonté du peuple et de la Commune unis jusqu'au dernier moment, qu'ont été frappés les otages, prêtres, gendarmes, bourgeois, et allumés les incendies.

Pour nous, nous revendiquons notre part de responsabilité dans ces actes justiciers qui ont frappé les ennemis du peuple, depuis Clément Thomas et Lecomte jusqu'aux dominicains d'Arcueil ; depuis Bonjean jusqu'aux gendarmes de la rue Haxo ; depuis Darboy jusqu'à Chaudey.

Nous revendiquons notre part de responsabilité dans les incendies qui détruisaient des monuments d'oppression monarchique et bourgeoise en protégeant les combattants.

Comment pourrions-nous feindre la pitié pour les oppresseurs séculaires du peuple, pour les complices de ces hommes qui, depuis trois ans, célèbrent leur triomphe par la fusillade, la transportation, l'écrasement de tous ceux des nôtres qui ont pu échapper au massacre immédiat ?

Nous voyons encore ces assassinats sans fin, d'hommes, de femmes, d'enfants ; ces égorgements qui faisaient couler à flots le sang du peuple dans les rues, les casernes, les squares, les hôpitaux, les maisons. Nous voyons les blessés ensevelis avec les morts ; nous voyons Versailles, Satory, les pontons, les bagnes, la Nouvelle Calédonie. Nous voyons Paris, la France, courbés sous la terreur, l'écrasement continu, l'assassinat en permanence.

Communeux de France, Proscrits, unissons nos efforts contre l'ennemi commun ; que chacun, dans la mesure de ses forces, fasse son devoir.

Le Groupe, *la Commune Révolutionnaire* : Aberlen, Berton, Breuillé, Carné, Jean Clément, F. Cournet, Ch. Da Costa, Dellès, A. Derouilla, E. Eudes, H. Gausseron. E. Gois, A. Goullé, E. Granger, A. Huguenot, E. Jouanin, Ledrux, Léonce, Luillier, P. Mallet, Marguerittes, Constant-Martin, A. Moreau, H. Mortier, A. Oldrini, Pichon, A. Poirier, Rysto, B. Sachs, Solignac, Ed. Vaillant, Varlet, Viard.

L'apparition de ce manifeste fut un événement dans le monde restreint de la proscription de Londres et eut pour premier résultat de faire venir aux blanquistes les plus enthousiastes des réfugiés. Comme on en avait naturellement envoyé des exemplaires chez les libraires de Genève, de Bruxelles et d'ailleurs, l'effet y fut le même et chaque membre recevait des adhésions des amis respectifs réfugiés dans ces différents centres de proscription.

Le coup avait bien porté comme propagande, si bien même qu'il devint nécessaire d'établir des « groupes similaires » à Bruxelles et à Genève. Granger et Cournet furent principalement chargés de cette besogne, de sorte qu'en fort peu de temps les blanquistes avaient une fois de plus réussi à organiser un groupement considérable d'hommes prêts à marcher pour la Révolution au premier signal.

Pour le moment, il n'y avait malheureusement aucune occasion de profiter de toutes ces bonnes volontés, car la seule besogne utile à faire en exil consistait à entretenir les esprits dans la bonne ligne et parfois aussi à défendre la proscription contre les attaques policières. Mais ces groupements auront leur utilité plus tard, car ils serviront à former le premier contingent d'une nouvelle association que les blanquistes créeront peu de temps après l'amnistie sous le nom de *Comité Révolutionnaire Central*.

Lorsqu'en 1876 le premier Congrès ouvrier se réunit à Paris, il excite la véhémence protestation des blanquistes qui, dans un second manifeste ayant pour titre : *Les Syndicaux et leur Congrès*, lui reprochent en termes très durs la timidité de ses revendications et le modérantisme de ses résolutions.

Ce manifeste porte simplement comme signature : LA COMMUNE RÉVOLUTIONNAIRE, mais on ne saurait lui reprocher l'anonymat, puisqu'elle a fait précédemment connaître les noms des hommes qui la composent.

Nous reproduisons quelques fragments de ce document :

A l'ombre protectrice des conseils de guerre bonapartistes traquant comme aux premiers jours les débris de la Commune, dans le silence de la terreur versaillaise et à son abri, les syndicaux sont venus insulter à ce Paris révolutionnaire qu'ils tentent vainement de déshonorer. Ils sont venus déclarer, au nom, par eux usurpé, de ce même prolétariat qui, hier encore, les armes à la main, luttait pour renverser une société qu'ils veulent conserver, ils sont venus déclarer qu'ils acceptaient cette société, ses institutions, ses classes, sa propriété ; qu'il leur suffisait qu'on voulût bien leur permettre de la réformer, de la perfectionner et de s'y accommoder de leur mieux. Ils ont déclaré qu'ils n'attendaient pas leur émancipation de la force et du combat, mais de la liberté octroyée, du suffrage universel, du progrès des idées et des mœurs, de leur sagesse et de la bonne volonté de leurs maîtres. Ils ont déclaré, dans leur ardeur civile, qu'ils n'aspiraient qu'à s'asseoir au foyer de la bourgeoisie d'où les bannissait une défiance égoïste ; qu'ils avaient donné assez de gages pour que le privilège les appelât à ses conseils et ne fit plus sans eux ses lois « qu'ils savent respecter alors même qu'elles ne sont pas conformes à la justice » (1). Ils ont déclaré qu'ayant horreur de la violence et des révolutions, ils venaient volontairement apporter ces garanties d'ordre, de sécurité, de tranquillité, inutilement cherchées dans de sanglantes répressions ; qu'ils ne voulaient pas être méconnus plus longtemps et confondus avec les révoltés ; qu'ils voulaient, non la destruction, mais l'union, la conciliation des classes, l'accord avec le capital ; que s'ils demandaient à entrer dans la société légale, c'était pour la défendre ; qu'enfin ils n'avaient tenu ce congrès que pour dissiper les soupçons immérités et tendre à la bourgeoisie rassurée une main fraternelle en lui donnant de leur alliance contre la révolution un éclatant témoignage : « Bien que nous soyons le nombre et la force, nous n'entendons faire violence à aucune conscience ; il faut affirmer l'éclatante vérité qui est sortie du sein de ce congrès : nous ne sommes pas des révolutionnaires, nous sommes des pacificateurs. »

..... Enfin, les syndicaux l'ont découverte, cette parole ma-

(1) *La Tribune*, 13 octobre 1876.

gique, cette formule cabalistique, cette puissance merveilleuse, qui mettra fin aux misères des travailleurs et qui est, à elle seule, « la solution de la question sociale » : la coopération ; car, « c'est ainsi, dit le rapporteur, qu'à l'unanimité votre commission s'est prononcée en faveur de l'association coopérative comme moyen radical d'affranchissement du travail et de suppression du paupérisme. » (Rapport de la 6^e commission).

C'est ainsi, en effet, que dans cette société de privilèges conservés, de propriété individuelle maintenue, de classes consacrées, comme il y a 80 ans la petite propriété fit la bourgeoisie, de même la coopération, non moins funeste entre les mains des syndicaux, viendrait constituer une nouvelle classe, la classe des petits capitalistes associés, une *quatrième classe* venant resserrer d'une oppression plus étroite et plus dure l'écrasement des travailleurs à qui, pour les consoler, ils ouvrent l'attrayante perspective d'une création continue de nouveaux Tolains, chargés d'aller porter dans des Versailles successifs les doléances et les témoignages de soumission de leurs électeurs.

Il faudrait tout citer, tout répéter, de cet étonnant congrès, dont chaque parole, chaque conclusion, décèle l'esprit réactionnaire et bourgeois. De telles choses ne se discutent pas et nous n'en aurions pas parlé si nous n'avions pas cru devoir souffleter au passage ce mensonge impudent qui prétend parler au nom de Paris et de la France.

Pour nous, Communeux, nous n'avons qu'à nous féliciter de ce que ces hommes aient ainsi produit au grand jour leurs idées réactionnaires. Par là même, ils ont cessé d'être un danger. Ils pourront trouver quelques complices ; ils ne trouveront ni dupes ni partisans dans ce prolétariat qu'ils voudraient arracher à la Révolution pour l'égarer à leur suite dans le labyrinthe de leurs vaines réformes et de leurs intrigues..

A dater de 1876, le groupe la Commune révolutionnaire, de Londres, n'aura pas guère l'occasion d'intervenir publiquement et il se bornera à continuer son œuvre de propagande.

Le Comité Révolutionnaire central

Pendant ce temps-là, les idées ont marché en France.

Une vigoureuse campagne en faveur de l'amnistie pour les condamnés de la Commune, a été engagée dans les journaux avancés et dans les centres radicaux et socialistes. Cela va être l'occasion de rappeler la vie de dévouement, de sacrifices et de luttes du vieux révolutionnaire qui, après avoir passé trente-huit années de sa vie en prison pour avoir voulu renverser la monarchie, est encore détenu à Clairvaux, sous la Troisième République, par suite d'une injustice flagrante.

On présente sa candidature à l'élection dans la première circonscription de Bordeaux, où après une brillante campagne menée par Ernest Roche, un tout jeune homme, qui dès lors deviendra un ardent blanquiste, il est élu, par 6.800 voix contre 5.332 données à son concurrent Lavertujon. Malgré cette manifestation bien accentuée du suffrage universel, Blanqui continue à être en butte à la persécution du gouvernement qui, après l'avoir empêché de venir défendre sa validation devant la Chambre, obtient définitivement, au nom du respect de la Loi, l'invalidation de ce prisonnier qui est détenu illégalement.

Malgré tout, la mise en liberté de ce martyr s'était imposée de telle façon que le gouvernement ne pouvait plus la refuser

plus longtemps et enfin il sortit de Clairvaux le 11 juin 1879.

Il est bientôt rejoint par ses fidèles disciples du temps de l'empire et du siège que l'amnistie du 14 juillet 1880 va ramener à Paris, et recommence aussitôt la lutte en fondant le journal d'abord quotidien, puis hebdomadaire, qui porte ce titre bien significatif de *Ni Dieu ni Maître*, avec la collaboration de Granger, Eudes, Gois, Breuillé, Marguerittes et Frédéric Cournet, puis il publiera sa fameuse brochure *L'Armée esclave et opprimée*.

Le soir on le trouve dans les réunions publiques, toujours entouré de ses fidèles, défendant ses théories communistes et expliquant la nécessité de la conquête révolutionnaire du pouvoir.

C'est en revenant d'une de ces réunions qui s'était tenue à la salle Ragache, rue Lecourbe, qu'un soir, sur la fin de décembre 1880, il rentre souffrant dans le modeste appartement qu'il occupe avec Granger, au cinquième étage, 25, boulevard d'Italie. Malgré tout leur dévouement, ses amis ne parviennent pas à le sauver et le vieux révolutionnaire convaincu, le sincère ami du Peuple, s'éteint le 1^{er} janvier 1881, à l'âge de soixante-seize ans, dont il a passé la moitié en prison pour la défense des exploités.

Pottier, le poète de *l'Internationale*, composa pour lui cette épitaphe :

Contre une classe sans entrailles,
Luttant pour le Peuple sans pain,
Il eut, vivant, quatre murailles,
Mort, quatre planches de sapin.

Heureusement, il eut mieux que cela.

Il eut le monument du grand sculpteur Dalou qui recouvre sa tombe au Père-Lachaise.

Il eut aussi la biographie, exacte cette fois, où Gustave

Geffroy nous le montre sous son vrai jour dans les pages émues de son beau livre, *L'Enfermé* (1).

Enfin, grâce aux démarches réitérées de Breuillé et de Vaillant au Conseil municipal, malgré l'opposition du Préfet, on finira, sous le ministère Combes, par donner le nom d'Auguste Blanqui au boulevard où est mort ce défenseur infatigable des droits de l'Humanité.

Après la mort de Blanqui, ses disciples tentent de continuer son œuvre. Au mois de juillet 1881, Barbier, Bayer, Breuillé, Cournet, Eudes, Feltesse, Francard, Gois, Albert Goullé, Granger, Lancelot, Laurent, Marguerittes, Octave Martinet, Constant Martin, Henri Place, Ernest Roche, Rouillon, Rysto, Sylvain, Edouard Vaillant, Winant, etc., organisent le *Comité Révolutionnaire Central*, autour duquel vien-

(1) Trente ans après sa mort, il devait avoir encore un autre monument élevé à sa mémoire dans sa ville natale de Puget-Théniers, sous-préfecture du département du Var, et l'inauguration de ce monument devait se faire dans des conditions si peu ordinaires que nous croyons devoir la rapporter ici.

Voici les faits, tels qu'ils sont racontés dans un article du *Journal*, en date du 6 janvier 1911, sous ce titre: *INAUGURATION CLANDESTINE*.

« Depuis deux ans, Louis-Auguste Blanqui, le mystique révolutionnaire du siècle dernier, avait dans sa ville natale de Puget-Théniers, un monument élevé à sa mémoire. Mais depuis deux ans, ce monument était sous bâche, attendant une inauguration qui ne venait pas. Ce que voyant, quelques habitants de Puget ont accompli, dans une nuit de réveillon, la cérémonie qui tardait trop.

« Blanqui naquit, par hasard, à Puget-Théniers, en 1805, le 7 février. Il vécut très peu de temps dans la cité du haut Var. Néanmoins, aux approches du centenaire de sa naissance, les membres de la section locale de la Ligue des Droits de l'Homme résolurent d'élever à l'insurgé un monument. Un devis de 16.000 francs fut présenté, accepté. Des listes de souscription circulèrent à travers la France et réunirent les fonds nécessaires. Un sculpteur parisien, M. Maillol, livra son œuvre étrange qu'il intitula: *La Vérité ou l'Action enchaînée*. Imaginez une femme solidement plantée, gran-

dront se grouper tous les hommes d'action et qui deviendra un centre d'agitation, surtout pendant les premières années qui suivront sa fondation.

Les blanquistes continuent à montrer dans cette nouvelle organisation leurs qualités de désintéressement et de dévouement à la classe populaire; mais les circonstances sont tout à fait autres et le combat qu'il faut désormais livrer ne ressemble plus à celui pour lequel la plupart d'entre eux avaient été dressés, alors que le principal objectif de la lutte était le renversement de l'Empire.

Au début, le Comité Révolutionnaire Central a été assez fermé, suivant la tradition blanquiste. Mais insensiblement il finit, sous l'influence de Vaillant, par devenir ouvert à tous, comme les autres associations socialistes, ce qui aura pour résultat de produire peu à peu un antagonisme latent entre

deur nature, dépourvue de tout voile, les mains liées derrière le dos, faisant effort pour briser ses chaînes. Sur le piédestal, en médaillon, le portrait de Louis-Auguste Blanqui, avec les dates: 1805-1881.

« Il y a deux ans, on dressa cette statue sur la place de l'Eglise. Des protestations éclatèrent. Il y eut, dans la petite sous-préfecture, une vive agitation. Mais la paix revint bientôt. L'œuvre de Maillol fut mise sous bâche et sous caisse, attendant le jour de l'inauguration et les fonds pour solder les frais de la fête.

« Le maire de Puget-Théniers déclara au Comité qu'il ne disposait d'aucun crédit; d'autre part, M. Clemenceau, admirateur de Blanqui, expliqua qu'il ne pouvait, étant chef du gouvernement, présider la cérémonie.

« Depuis, du temps s'est écoulé, l'enthousiasme s'est fait patient, les intempéries ont enfin endommagé la caisse protectrice.

« L'autre nuit donc, quelques réveillonneurs décidèrent de se passer de crédits, de ministre, de musique, de curieux. Ils démolirent simplement les dernières planches, coupèrent les ficelles qui retenaient la bâche et la nudité du bronze apparut aux étoiles. Le monument Blanqui était inauguré. »

N'est-ce pas tout de même bizarre? Ainsi, même après sa mort, « l'Enfermé » devait encore être emprisonné, mais seulement en effigie, cette fois.

les blanquistes de la vieille école et les nouveaux venus. Cependant aussi longtemps qu'Eudes est là, aucune dissension sérieuse ne se produit.

Le Comité Révolutionnaire Central s'était assuré l'appui de Rochefort et de *l'Intransigeant*, qui était à cette époque le journal le plus répandu dans les milieux ouvriers avancés et ce journal devint en quelque sorte son bulletin officiel, jusqu'à ce qu'il eut à son entière disposition le *Cri du Peuple* et *L'Homme Libre*. C'est grâce à cet appui qu'il réussit à faire élire membres du Conseil municipal Vaillant au Père-Lachaise en 1884 et, quelques années plus tard, Chauvière à Javel.

Le Comité ne manquera pas de prendre l'initiative de toutes les campagnes de propagande et ligues d'action qui lui sembleront de nature à faire avancer la République, que ses membres jugent encore, avec raison, beaucoup trop conservatrice.

Aussitôt après la mort de Blanqui, il avait institué la « Ligue pour la suppression de l'armée permanente et son remplacement par une armée nationale sédentaire », et c'est en son nom que Gambon présentera à la Chambre un projet de loi tendant à l'abolition de l'armée permanente.

Au mois de décembre 1887, ce sont les formidables manifestations organisées par le Comité Révolutionnaire Central, qui entraînent d'autres groupes, sur la place de la Concorde, manifestations qui sont conduites par Eudes et Vaillant, auxquels étaient venus se joindre Basly et Camélinat et qui empêcheront la nomination à la présidence de la République de Jules Ferry, que l'on dénonçait comme « l'homme du Tonkin ».

Ce jour-là, tous les hommes d'action du Comité étaient sur pied avec des chefs désignés et acceptés qu'ils étaient disposés à suivre jusqu'au bout avec le dévouement et la discipline des anciens groupes. Certains des chefs, Eudes notamment, avaient pénétré dans l'Hôtel de Ville, prêts à donner

leurs ordres à ceux qui les attendaient au dehors et, s'il y avait lieu, à proclamer la Commune.

Malheureusement, l'année suivante, le 5 août 1888, alors qu'il prononçait son allocution d'ouverture dans un grand meeting organisé à la salle Favié par le Comité Révolutionnaire Central et l'*Homme Libre*, à propos de la grève des terrassiers, Eudes, qui avait été nommé président de la réunion par acclamations, tomba mort subitement de la rupture d'un anévrisme.

Rien de plus grand, certes, de plus noble, on pourrait dire de plus enviable, que la mort de ce révolutionnaire, expirant debout, en plein champ de bataille, à son poste de combat, alors que ses derniers mots sont un appel à la solidarité humaine, un cri de guerre contre la réaction bourgeoise.

On a trouvé à cette époque une tragique analogie entre la mort d'Emile Eudes et celle de Blanqui.

Il semble, en effet, qu'une vie similaire, vouée au peuple jusqu'à la plus entière abnégation, ait entraîné une fin identique. Certes, rien n'aurait pu être plus agréable à l'ancien disciple dévoué du « Vieux », s'il avait pu en avoir conscience, que cette comparaison poursuivie jusqu'au bout avec l'homme supérieur qui l'avait initié à la Révolution, l'avait inspiré dans les circonstances graves et avait toujours été le guide intérieur dirigeant ses actes.

Paris devait donc faire à Eudes, comme il avait fait huit années auparavant à Blanqui, des funérailles dignes de lui, dignes de la cause pour laquelle il avait lutté toute sa vie avec tant de courage et de dévouement, pour laquelle il avait souffert, pour laquelle il était mort. Aussi derrière ses amis, derrière les rédacteurs de l'*Homme Libre*, qui était alors l'organe des blanquistes, derrière les membres du Comité révolutionnaire central et de tous les groupes socialistes du parti de la Révolution, trouvera-t-on tous les terrassiers grévistes pour lesquels il parlait quand la mort l'avait frappé, et aussi les prolétaires, les pauvres et parias de la société, enfin tous

ceux à qui il s'était donné tout entier et qu'il espérait rallier un jour dans un effort suprême qui mît fin à leur misère.

Les anciens membres de la Commune et du Comité Central présents à Paris, avaient immédiatement adressé, par l'intermédiaire des journaux avancés, l'appel suivant à la population parisienne :

Les soussignés, anciens membres de la Commune et du Comité Central, font appel à tous les combattants de 1871, pour venir avec eux, le mercredi 8 août, accompagner à sa dernière demeure leur ami, leur collègue, le citoyen Eudes, mort en parlant, en luttant pour la cause de la Commune et de la Révolution.

B. Malon, Ch. Longuet, G. Arnold, Martelet, E. Puget, J. Allix, Ed. Vaillant, H. Champy, Viard, C. Dupont, G. Lefrançais, R. Urbain, Henri Place, E. Gérardin.

Cet appel était suivi des adhésions des citoyens Félix Pyat, Ostyn, Dereure, Régère, J.-B. Clément, Jourde et Etienne Faure (de la Commune de Saint-Etienne).

Montaron, Feltesse et Rouillon, amis personnels et politiques d'Emile Eudes, avaient été chargés par le Comité Révolutionnaire Central de présider à l'organisation du cortège funèbre et ils avaient fait former une haie mobile avec le fort contingent des terrassiers grévistes, qui, avec leurs costumes pittoresques et leurs larges ceintures de laine rouge, offraient un aspect des plus imposants. Tous les groupements socialistes de Paris étaient venus avec leurs couronnes et derrière eux venaient, porteurs de couronnes également, des délégations de Lyon, de Saint-Amand, de Vierzon, de Grenoble, du Havre, de Nîmes, de Bruxelles, enfin de toutes les villes où le Comité Central Révolutionnaire avait des adhérents et des amis.

Le convoi partait à dix heures de la maison mortuaire, sise 19, rue Réaumur, et dès neuf heures du matin, les arrivants affluaient de toutes parts, si bien que la rue ne tarda

pas à être encombrée de monde; bientôt, il en fut de même de toutes les voies adjacentes. Cependant, grâce aux mesures judicieusement prises par les organisateurs, le cortège s'était formé et mis en marche dans le plus grand ordre; les comptes rendus des journaux les plus modérés de l'époque sont là pour l'attester. Il y avait donc tout lieu d'espérer qu'il en serait ainsi jusqu'à la fin de cette manifestation à laquelle prenaient part près de vingt mille citoyens qui venaient simplement témoigner dans le plus grand calme leur sympathique reconnaissance à la mémoire de celui qu'ils considéraient avec raison comme un des plus vaillants défenseurs de la cause du peuple.

Malheureusement le calme jusque-là si digne, qui avait fait l'admiration de tous les gens présents à cette importante manifestation, n'allait pas tarder à être troublé par l'intervention absolument injustifiée de la police, placée ce jour-là sous la direction de l'ex-officier de paix à poigne de la brigade politique de l'Empire, le nommé Clément, dont la République du 4 Septembre avait fait un commissaire de police aux délégations judiciaires.

Dès l'arrivée du cortège à la place de la République, la police, inquiète sans doute de l'affluence de la foule qui allait en augmentant de minute en minute, essaya avec sa brutalité ordinaire de couper le cortège en deux, afin de pouvoir ensuite le disperser.

Grâce à l'énergie des terrassiers grévistes qui formaient la haie, elle n'y réussit pas et le cortège parvint à se reformer sans trop de mal pour reprendre sa marche majestueuse et calme vers le cimetière du Père-Lachaise, où l'ex-général de la Commune devait être inhumé à quelques pas de la tombe de son vénéré maître en Révolution, Auguste Blanqui.

Le cortège suivit le boulevard Voltaire sans incidents d'abord; mais quand il arriva devant la mairie du XI^e arrondissement, les choses se gâtèrent tout à fait. La police voulait sans doute prendre la revanche de son échec de la place

de la République; car la foule qui ne s'était pourtant pas départie de son calme, fut violemment bousculée et frappée, d'abord par les agents de police des brigades centrales, puis par les charges à la baïonnette des gardes républicains et des gendarmes, enfin par une charge de la Garde républicaine à cheval qui fondit sur elle sabre au clair. Hommes, femmes, enfants, tombèrent pêle-mêle et il y eut bon nombre d'assistants inoffensifs écrasés ou blessés, dont quelques-uns assez grièvement.

L'affluence des gens était telle que la tête du cortège entraînait déjà dans la nécropole alors que les charges de la police continuaient sur la place Voltaire. Malgré tout, le plus grand nombre de ceux qui formaient la queue du cortège réussit quand même à gagner le Père-Lachaise.

Félix Pyat, au nom des anciens membres de la Commune, puis Vaillant, Chauvière, Arnold, et le D^r Susini, rappelèrent dans leurs discours la vie, toute de dévouement à la cause populaire, du regretté Emile Eudes. Breuillé, au nom de la famille, adressa ses remerciements émus à la foule pour la sympathique manifestation faite en l'honneur de l'ancien chef du parti blanquiste, et enfin Jaclard vint, comme délégué des Révolutionnaires socialistes polonais, adresser quelques mots d'adieu à celui dont il avait été l'ami et le camarade de lutte pendant les dernières années de l'Empire et pendant la Commune.

On le voit, les prolétaires de Paris avaient tenu à prouver à ce disciple de Blanqui, enlevé à l'âge de quarante-quatre ans, alors qu'il pouvait encore rendre de grands services à la cause de l'émancipation du prolétariat, qu'ils reconnaissaient, comme elle le méritait, toute son existence de courage et de lutte.

Cette mort si inattendue eut un contre-coup fort regrettable dans la bonne entente, et, conséquemment, le bon fonctionnement du Comité révolutionnaire central.

Comme nous l'avons dit plus haut, le « général », ainsi qu'on avait pris l'habitude de le dénommer depuis son com-

mandement militaire sous la Commune, doublé de son vieil ami Granger, était considérée par tous les vieux blanquistes et par les nouvelles recrues que ces derniers avaient amenées, comme le successeur du « Vieux »; c'est-à-dire comme le chef. Bien que très résolu, il semblait de manières conciliantes, sympathique à tous, si bien qu'une rupture avait toute chances d'être évitée tant qu'il était là.

Lui disparu, la situation ne tarde pas à changer et l'antagonisme latent auquel nous avons fait allusion entre les deux éléments qui composent maintenant le Comité Révolutionnaire Central, se manifestera chaque fois que l'occasion se présentera, en donnant lieu à des discussions de plus en plus aigres. On ne retrouvera plus cette entente si cordiale entre ouvriers et « bourgeois » qui avait fait la force des groupes blanquistes sous l'empire et la Commune révolutionnaire.

La mort d'Emile Eudes coïncidait en outre avec la période boulangiste, et comme certains allaient au boulangisme en haine de l'opportunisme et avec la conviction sincère qu'ils dirigeraient le mouvement de façon à le faire servir à la cause du prolétariat, l'antagonisme ira s'accroissant pour aboutir finalement à la scission.

L'élection législative complémentaire de la Seine, fixée au 27 janvier 1889 fournira le premier prétexte de désaccord dans le Comité. Le Comité national de la rue de Sèze avait, de suite, mis en avant la candidature Boulanger, contre laquelle les divers groupes républicains s'unirent et présentèrent la candidature radicale de M. Jacques, président du Conseil général de la Seine. De son côté, le Comité révolutionnaire central, agissant de concert avec le Parti ouvrier français, leur opposa la candidature socialiste, révolutionnaire, anticadettiste et antiboulangiste de Boulé, ouvrier tailleur de pierres. Grâce à la diversion faite par la candidature de Boulé, qui n'avait aucune espèce de chance de réussite, aucun choc sérieux ne se produisit à ce moment dans le Comité Central Révolutionnaire ; mais il s'en était fallu de bien peu.

Boulé obtint seulement 16.766 voix, tandis que le général Boulanger était élu par 244.070 voix, contre 162.520 données à M. Jacques.

Aux élections générales du mois de Septembre 1889, les choses allaient prendre une toute autre tournure au Comité Révolutionnaire Central et la dissension latente qui couvait depuis la mort d'Eudes va finir par éclater.

Voici le fait qui en fut le prétexte :

A une réunion du Comité dirigeant, où se trouvaient les membres fondateurs et deux délégués par arrondissement des comités adhérents, il fut proposé que Susini, dont la candidature à Belleville avait été précédemment acceptée, la retirât en faveur de celle de Rochefort. Deux tendances bien opposées se manifestèrent aussitôt : les uns se prononcèrent pour le retrait de la candidature Susini, en invoquant de la reconnaissance que le Comité devait avoir pour Rochefort qui l'avait toujours soutenu dans son journal *l'Intransigeant*, et qui avait, à maintes reprises, rendu des services inappréciables à certains membres du Comité ; les autres opinaient pour le maintien de la candidature pour des considérations purement politiques et antiboulangistes. La discussion fut assez animée et finalement le vote montra que les avis étaient également partagés, puis que le scrutin donnait 28 voix pour le maintien de la candidature Susini et 28 voix pour son retrait. Granger et ses amis s'étaient énergiquement prononcés pour le retrait de la candidature Susini en faveur de celle de Rochefort, tandis que Vaillant et ses partisans avaient défendu la thèse contraire.

C'est à la suite de ce vote que Granger envoya par lettre sa démission de membre du Comité Révolutionnaire Central, et son exemple fut bientôt suivi par plusieurs autres membres des plus actifs, tels que Feltesse, Francard, Breuillé, Rouillon, etc.

Voilà donc ainsi accomplie la rupture entre Granger et Vaillant qui, depuis la mort d'Emile Eudes étaient incontestés.

blement les deux membres les plus influents du Comité. Cette rupture s'était effectuée paisiblement, à la suite d'un vote, émis d'une façon parlementaire, s'il nous est permis d'employer cette expression en la circonstance. Malheureusement, comme on le verra, les choses ne devaient pas en rester là.

La première fois que les deux éléments vont se retrouver en présence, peu de temps après cette scission, ce sera à l'occasion de l'inauguration du buste d'Emile Eudes, par le sculpteur Tony Noël, au Père-Lachaise. Les uns et les autres arriveront séparément au rendez-vous fixé par les journaux, suivis de leurs partisans respectifs. Quoique très froide, car on n'y échangea aucune parole, en dehors des discours, la rencontre fut relativement courtoise et l'on se sépara sans incident regrettable.

Il en sera malheureusement tout différemment en mai 1890, lorsque les blanquistes vont de nouveau se rencontrer encore au cimetière du Père Lachaise, à l'occasion du pèlerinage annuel que les fidèles de la Commune ne manquent pas de faire le dimanche le plus proche du 28 mai, à la tombe de Blanqui et au Mur des Fédérés.

Granger et Ernest Roche avaient, on le sait, été élus députés aux élections de septembre 1889. Lorsqu'ils arrivèrent, escortés de tous les anciens membres du Comité Révolutionnaire Central qui les avaient suivis dans leur démission, au Mur des Fédérés, où se trouvaient déjà Vaillant entouré de ses amis, ainsi qu'un assez bon nombre de possibilistes et d'anarchistes, ils furent accueillis par des cris injurieux de : Renégats ! Vendus ! Boulangistes ! tandis qu'on leur montrait des poings et des bâtons menaçants. Une sérieuse bagarre s'en suivit, au cours de laquelle Rouillon, un des plus chauds partisans de Granger, reçut sur la tête un violent coup de canne plombée, dont il mourut peu de temps après.

Désormais le Comité révolutionnaire Central est à peu près disloqué, et à dater de cette époque, il ne ressemblera plus en rien à ce qu'il était au moment de sa fondation. Granger et

ses amis se réunissent encore pendant les quelques années qui ont suivi son élection, mais nous ne trouvons aucun acte important à signaler et leur efforts se borneront, en somme, à tenter d'entretenir la tradition révolutionnaire aux banquets commémoratifs du 18 mars et aux visites anniversaires au Mur des Fédérés. Ils s'y rencontreront encore avec les membres du Comité restés groupés autour de Vaillant; mais heureusement les faits déplorables qui s'étaient passés en mai 1890 ne se renouvelleront pas.

Cet état de choses durera jusqu'à la fin de la législature, c'est-à-dire jusqu'en 1893, époque à laquelle Granger ne se représente pas à nouveau dans sa circonscription du XIX^e.

Granger, à partir de ce moment, disparaît de la scène politique et peu à peu les amis, qui l'avaient suivi après la scission de 1889, se trouvent dispersés d'abord, puis, finalement, tout à fait isolés.

L'autre fraction du Comité Révolutionnaire Central qui était demeurée avec Vaillant continue pendant assez longtemps à se réunir et à agir.

En 1889, pendant que Granger et Roche se faisaient élire avec l'appui de Rochefort, le Comité Révolutionnaire Central, alors sous l'influence exclusive de Vaillant, faisait élire deux de ses membres, Baudin à Vierzon, et Lachize dans la deuxième circonscription de Villefranche (Rhône).

L'action électorale du Comité Révolutionnaire Central s'accroîtra encore en 1893, car cette fois quatre de ses membres furent envoyés au Corps législatif :

Vaillant, pour la deuxième circonscription du XX^e ;

Chauvière, pour la deuxième circonscription du XV^e ;

Walter, pour la deuxième circonscription de Saint-Denis ;

Baudin, réélu dans le Cher, à Vierzon.

En outre, Marcel Sembat qui, à ces mêmes élections, avait été élu dans le quartier des Grandes Carrières, comme socialiste indépendant sur le programme de Millerand, donnera, en 1895, son adhésion au groupement de Vaillant.

Aux élections législatives de 1898, leur nombre va s'accroître encore, car en dehors de Chauvière, Sembat, Vaillant et Walter, qui seront réélus dans leurs circonscriptions respectives du département de la Seine, nous aurons à enregistrer l'élection de Maurice Allard à Draguignan et celle de Létang dans l'Allier. Baudin, ne se représentant pas dans le Cher, a pour successeur J. L. Breton, qui appartenait également au Comité Révolutionnaire Central, depuis 1892.

Il faut encore ajouter à cette liste Coutant, qui, élu déjà en 1893, à Ivry, comme membre du Parti ouvrier, avait adhéré dans le cours de la législature, au Comité Révolutionnaire Central.

Le Comité révolutionnaire central qui avait jusqu'alors conservé le titre de sa fondation, l'échange, à partir du 1^{er} juillet 1898, pour celui de Parti Socialiste Révolutionnaire. Il en informe les intéressés par l'avis suivant :

Jusqu'au 1^{er} juillet 1898, c'est par le nom de Comité révolutionnaire central qu'étaient désignés à la fois notre Parti et son Comité central.

A cette date, a été prise la résolution suivante qui a modifié le titre de notre organisation, sans toucher en rien à notre programme et à notre tactique :

« Tous les comités et groupes du Comité révolutionnaire central ayant été consultés, conformément aux prescriptions de son règlement, il a été unanimement décidé que désormais l'organisation générale du Parti prenait le nom de *Parti Socialiste Révolutionnaire*, le nom de Comité révolutionnaire central désignant exclusivement le comité général ou central du Parti, siégeant à Paris et formé par la délégation des Comités et Groupes. »

Il garde cette nouvelle appellation jusqu'en 1904-1905, époque où se formera le Parti unifié.

Depuis plusieurs années déjà la dénomination de « blanquistes », sous laquelle on avait longtemps désigné les membres du Comité Révolutionnaire Central, ne se comprenait

plus et le Comité lui-même n'avait plus dans ses dernières années les mêmes raisons d'être que lors de sa fondation. Il était donc, par cela même, appelé à disparaître ou à se modifier, mais son organisation n'en avait pas moins été au début une conception essentiellement blanquiste.

Il est assez difficile de prévoir quelle sera l'école socialiste qui finira par assurer à tous les travailleurs la juste rémunération à laquelle ils ont droit, mais nous doutons fort qu'on y arrive d'une façon pacifique et nous regrettons d'autant plus la disparition du parti blanquiste, qu'élevé à l'école de Blanqui, ayant lutté de longues années avec ses amis, nous persistons, avec lui, avec eux, à penser qu'un millier de révolutionnaires solidement organisés en vue de l'action seront toujours nécessaires pour triompher de l'indécision de centaines de mille de manifestants et les entraîner. La merveilleuse expédition des Mille de Garibaldi n'est-elle pas une preuve indéniable de cette assertion?

Le « Vieux » devait avoir cette conception quand, en reprenant la lutte contre l'Empire à un moment de sa vie où son âge et ses souffrances lui auraient donné droit au repos, il a su former autour de lui un vaillant état-major dont le désintéressement et le dévouement ont été son œuvre. Si dans le siècle dernier il n'y a pas eu d'homme en France qui ait été plus calomnié et plus martyrisé que Blanqui, on ne pourrait en citer aucun autre qui ait inspiré tant d'amitié et excité tant d'enthousiasme révolutionnaire.

L'Histoire a déjà consacré la gloire du grand patriote italien. Espérons qu'elle ne tardera pas à montrer la même équité envers le grand patriote et le grand révolutionnaire français.

Et ce sera justice.





IMPRIMERIE COOPÉRATIVE OUVRIÈRE
VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

University of California
SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY
305 De Neve Drive - Parking Lot 17 • Box 951388
LOS ANGELES, CALIFORNIA 90095-1388

Return this material to the library from which it was borrowed.

GAYLORD			PRINTED IN U S A
---------	--	--	------------------

UC SOUTHERN REGIONAL LIBRARY FACILITY



A 000 812 706 0

University of
Southern
Library